

OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES

L'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (OEEMP) du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie dispose d'un Centre de Documentation chargé de rassembler et d'analyser l'information relative aux matières minérales publiée dans la presse et les revues spécialisées.

La revue ECOMINE, réalisée conjointement par l'Observatoire et le BRGM, diffuse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. La revue comporte cinq grandes rubriques sur l'actualité des minéraux et des métaux :

- *informations générales* avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- *informations sectorielles*, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- *questions multilatérales*, rubrique centrée sur les procédures antidumping ;
- *les Etats*, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- *les entreprises*, en ce qui concerne leur stratégie, leurs actions en cours, leurs résultats passés et à venir.

Le Centre de Documentation de l'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (61, Bd Vincent Auriol – 75013 PARIS) est ouvert au public et répond à toute demande d'information.

HEURES D'OUVERTURE AU PUBLIC

Du lundi au vendredi : 9h 30 à 17 h 00

RESPONSABLE DU CENTRE DE DOCUMENTATION

Madame Michèle LOURY – Tél. : 01.44.97.27.48

CHARGE DE L'ACCUEIL

Monsieur Patrick JAROUSSEAU – Tél. : 01.44.97.27.38

CHARGE DE LA REALISATION D'ECOMINE

Monsieur Jean-Michel EBERLE (BRGM) – Tél. : 02.38.64.34.83 – e-mail : jm-eberle@brgm.fr

Presse du 15 janvier au 22 février 2002

SOMMAIRE

ECO-INFO

| | |
|---|-----------|
| INFORMATIONS GENERALES | 1 |
| <i>1. Cours et tendance.....</i> | <i>1</i> |
| <i>2. Les fondamentaux.....</i> | <i>2</i> |
| <i>3. Dossiers et faits d'actualité</i> | <i>3</i> |
| INFORMATIONS SECTORIELLES..... | 7 |
| <i>1. Métaux de base.....</i> | <i>7</i> |
| <i>2. Métaux d'alliage.....</i> | <i>15</i> |
| <i>3. Métaux spéciaux</i> | <i>20</i> |
| <i>4. Diamant, gemmes et métaux précieux</i> | <i>24</i> |
| <i>5. Minéraux industriels et matériaux de construction</i> | <i>28</i> |
| <i>6. Eaux minérales</i> | <i>30</i> |
| <i>7. Négoce et recyclage.....</i> | <i>31</i> |
| QUESTIONS MULTILATERALES..... | 33 |
| LES ETATS | 35 |
| LES ENTREPRISES | 41 |
| CARNET | 47 |
| ECO-NOTE..... | 53 |

Presse du 15 janvier au 22 février 2002

ECO-INFO

INFORMATIONS GENERALES

1. COURS ET TENDANCE

- Or : frémissements haussiers

Pour la première fois depuis fin février 2000, l'or est passé au début février 2002 au-dessus des 300 dollars l'once, pour se stabiliser ensuite autour de ce niveau. Le détonateur de cette hausse a été l'annonce d'une réduction progressive des ventes à terme d'or (« hedging ») par AngloGold. En dehors de la baisse annoncée des ventes à terme d'or, d'autres facteurs expliqueraient également cette hausse : importants achats des investisseurs japonais qui se protègent contre la crise financière que connaît le Japon, faiblesse de bourses mondiales et des principales devises qui rendent l'or et les fonds d'investissement aurifères plus intéressants comme placements. Reste à savoir si cette hausse peut être durable. Les spéculateurs ont bâti d'importantes positions longues (« open interest ») sur le Comex et des prises de bénéfice sont à attendre dès que le prix de l'or aura franchi certains seuils. D'autre part, l'attitude des Banques Centrales, qui détiennent d'importantes réserves d'or, constitue aussi un facteur d'incertitude pour le cours du métal jaune. Il a en effet suffi que le président de la Bundesbank évoque la possibilité de vendre progressivement, dans le futur, une partie des réserves d'or de la banque pour que l'once d'or retombe immédiatement de 298 à 291 dollars l'once. Il est donc prudent de penser que tant que l'or ne dépassera pas 310 – 315 dollars l'once, il ne s'agit encore que d'une simple poussée sans lendemain.

(Financial Times : 09-16-17/02/2002 ; La Tribune : 07/02/2002 ; Le Figaro : 23/02/2002)

- Cuivre : sombres perspectives pour les prix

Pendant longtemps, les spécialistes ont considéré que des prix du cuivre situés dans la fourchette \$ 2 100 – 2 200 la tonne (0,95 – 1,00 \$/lb) représentaient la moyenne à long terme des prix du métal. Cependant selon une récente étude du spécialiste du cuivre Bloomsbury Minerals Economics (BME) il ne faut pas s'attendre à des prix aussi élevés pendant le prochain cycle économique, qui, selon ses prévisions durera d'octobre 2001 à décembre 2004. Selon l'analyse de BME qui tient compte du volume des stocks et des variations prévues de l'offre et de la demande de cuivre d'ici 2004, le prix moyen du métal devrait se situer pendant ce cycle économique autour de \$ 1 740 la tonne (0,79 \$/lb).

Cette perspective de bas prix malgré la reprise économique attendue constitue une mauvaise nouvelle pour le secteur minier du cuivre qui a déjà observé des réductions de production par Phelps Dodge, Grupo Mexico, BHP Billiton, Codelco et autres. Selon BME, les réductions de production et fermetures de mines de cuivre devraient se poursuivre car il existe encore des mines en exploitation dont les coûts opératoires sont trop élevés par rapport au prix moyen du métal extrait.

(Metal Bulletin : 14/02/2002)

2. LES FONDAMENTAUX

- Etats-Unis : incertitudes sur l'état réel de l'économie américaine

Les experts économiques du monde entier ont les yeux braqués sur les nombreux indicateurs de l'économie américaine pour essayer de jauger l'état réel de celle-ci. Pour les plus optimistes, la chute de la croissance économique qui a suivi l'éclatement de la bulle spéculative des hautes technologies (mi-2000), et que les événements du 11 septembre 2001 ont amplifiée, est désormais derrière nous. L'économie américaine a remarquablement bien résisté à cette récession puisque, même dans le dernier trimestre 2001, c'est-à-dire au plus fort de la crise, le PNB américain a augmenté de 1,5 % en moyenne annuelle. D'autre part selon les dernières statistiques, la remarquable croissance de la productivité du travail américaine s'est poursuivie même pendant la période de récession ; sur la période 1995-2002, la productivité américaine aurait augmenté annuellement de plus de 3 % contre 1,4 % pour la période 1973-1995. Ces fondamentaux sains de l'économie se reflètent dans les cours de la bourse de Wall Street où le Dow Jones n'a baissé que d'environ 15 % par rapport à son niveau le plus élevé d'avant la récession, à comparer avec les 30 - 40 % de baisse subis par la plupart des bourses mondiales. Les cours de Wall Street demeurent soutenus par la confiance des ménages américains qui, malgré la récession, ont profité des taux d'intérêt historiquement bas aux Etats-Unis, pour renégocier leurs hypothèques, investir dans l'immobilier et l'équipement domestique. Les investisseurs étrangers aux Etats-Unis représentent plus que jamais le second pilier de Wall Street. En achetant des actions, des obligations ou des entreprises américaines ce sont eux qui financent le déficit d'épargne des entreprises et des ménages américains.

Si dans ce contexte l'opinion des optimistes semble généralement prévaloir, d'autres observateurs mettent en avant des indicateurs économiques préoccupants tel que l'endettement élevé des entreprises américaines et les surcapacités créées pendant la bulle spéculative d'avant la récession. Un autre sujet d'inquiétude est fourni par le déficit croissant de la balance des comptes courants. Celui-ci atteint déjà 4 % du PNB actuellement, donc en période de récession, ce qui ne s'était jamais vu pendant les récessions précédentes lorsque ce déficit se contractait fortement en conséquence de la chute des importations. Selon les prévisions, si la reprise était au rendez-vous à partir de la fin 2002, le déficit des comptes courants de l'Amérique atteindrait un record équivalent à 6 % du PNB. Cela signifierait que le pays devrait attirer un flux de capitaux étrangers de 660 milliards de dollars par an (2 milliards par jour) pour combler ce déficit, qui, selon *The Economist* ne peut croître à l'infini sans mettre en danger la stabilité du Dollar.

Les suites de la faillite d'Enron constituent également des éléments négatifs de poids pour l'économie car elles jettent un doute sur la fiabilité des comptes des sociétés américaines et aussi, indirectement, sur celle de certains indicateurs économiques importants du pays.

(Financial Times : 01-05-13/02/2002 ; The Economist : 16-22/02/2002)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITE

- Or : après la bataille, Newmont digère ses proies et AngloGold redéfinit sa stratégie

Lorsque Newmont l'a finalement emporté sur AngloGold pour la prise de contrôle de l'australien Normandy et du canadien Franco-Nevada, la société américaine a posé les bases d'un nouveau groupe qui sera numéro 1 parmi les mineurs d'or mondiaux (cf. dossier d'Eco-Note). Ce groupe contrôle désormais 22 mines réparties sur les 5 continents, avec une production annuelle de 8,6 millions d'onces (environ 260 t) et un prix de revient moyen de 175 \$/once. Les réserves prouvées et probables de la nouvelle société atteignent 97 millions d'onces (contre 66 pour Newmont, avant la fusion). Pour la première fois dans l'histoire de l'industrie de l'or, le premier groupe aurifère mondial n'est plus sud-africain, mais cette ascension au sommet a coûté cher à Newmont, dont la dette a fortement augmenté. Selon les analystes de la HSBC, pour réduire cette dette, la société devra procéder à des ventes d'actifs localisés dans des régions qui ne correspondent pas au déploiement géographique traditionnel de Newmont. Selon ces analystes, certains actifs africains de Normandy tel que le projet or de Yamfo au Ghana et celui de cobalt de Kasese en Ouganda devraient être vendus en priorité. La mine d'or d'Ovacik ainsi que le gisement de Perama, situés respectivement en Turquie et en Grèce pourraient également suivre le même traitement. Le nouveau groupe devra aussi décider du sort de la participation de Newmont dans la mine d'or de Lihir, en Papouasie Nouvelle Guinée.

Du côté d'AngloGold, les observateurs s'attendent à ce que la société redéfinisse sa stratégie, autant sur le plan géographique que sur celui de sa politique de « hedging ». Sur le plan géographique, la société se trouve devant plusieurs alternatives, en particulier pour d'autres acquisitions en Australie (cf. Ecomine de janvier). Concernant le « hedging », selon les déclarations de la société, celle-ci devrait diminuer ses positions de 14,5 à 10 millions d'onces d'ici fin 2002, pour tenir compte de l'inversement de tendance des cours de l'or constaté récemment.

(Financial Times : 05/02/2002 ; Platts Metals Week : 04/02/2002)

- Négoce : Sempra Metals reprend le flambeau de Enron Metals au LME

Le trader américain Sempra Energy Trading a payé 145 millions de dollars pour la reprise de Enron Metals et compte poursuivre les activités de ce dernier au « ring » du LME de Londres sous le nom de Sempra Metals. Selon le président de Sempra Energy Trading, David Messner, la reprise de Enron Metals est logique car il existe une synergie entre les activités énergie du groupe et les métaux. En effet, certains des plus importants consommateurs d'énergie sont des producteurs de métaux et Sempra Metals souhaite fournir à ces clients des services et des produits de management du risque (produits dérivés), surtout dans les secteurs du cuivre et de l'aluminium. Tout en soulignant que l'essentiel de l'ancienne équipe très performante de négociants de Enron avait été reprise par Sempra, Messner a laissé planer un doute sur le maintien par Sempra des activités de négoce physique de métaux.

(Mining Journal : 01/02/2002 ; Platts Metals Week : 04/02/2002)

- 2001, année record pour les fusions et acquisitions dans l'industrie minière mondiale

Selon une récente étude du consultant suédois Raw Materials Group (RMG), l'année 2001 a été une année record pour les fusions - acquisitions dans le secteur minier, avec un montant total de dépenses estimé à environ 41 milliards de dollars. Ce chiffre sous estime en réalité le montant réel car un certain nombre de transactions importantes, telles que la consolidation de l'aluminium russe dans RussAl et certaines acquisitions faites par Alcoa n'ont pas fait l'objet d'annonces publiques concernant les capitaux mis en jeu. Le précédent record pour les fusions – acquisitions avait été enregistré en 1998 avec environ 26 milliards de dollars et RMG remarque que 2001, tout comme 1998 ont été des années de bas prix des métaux et des matières premières en général.

Ce facteur prix, mais également des changements politiques (comme, par exemple, en Afrique du Sud) ou les politiques de privatisation menées par de nombreux pays en développement et par d'anciens pays à économie planifiée, expliqueraient le montant record des transactions dans le secteur minier.

Les fusions de BHP avec Billiton (14,5 milliards de dollars) et de Anglo American avec de Beers (11,4 milliards de dollars) représentent les opérations les plus importantes en 2001. Si le secteur aurifère poursuit sa consolidation avec les OPA réussies de Newmont sur Normandy et Battle Mountain et de Barrick sur Homestake, on peut constater que l'industrie minière de l'or dans son ensemble est bien moins concentrée en 2001 qu'au début des années 80 lorsque Anglo American Corporation contrôlait près de 40 % de la production d'or du monde occidental. Le secteur aurifère reste un des moins concentrés de toute l'industrie minière, tout comme celui du zinc. A l'opposé, les secteurs le plus concentrés sont ceux de l'étain et du minerai de fer. Pour 2002, RMG prévoit le maintien d'une importante activité de fusion et acquisition dans l'industrie minière mondiale.

(Mining Journal : 22/02/2002)

- Acier : l'Amérique choisira-t-elle le protectionnisme ?

Les aciéristes du monde entier ont les yeux fixés sur l'Amérique où le président Bush doit décider d'ici le 6 mars¹ d'imposer ou non des mesures protectionnistes pour l'acier américain. De telles mesures mécontenteraient fortement un grand nombre de pays, du Brésil au Kazakhstan, incluant la Corée du Sud, la Russie et, surtout, l'Union européenne. Par ailleurs, le protectionnisme coûterait cher aux Etats-Unis même, où les industries consommatrices d'acier emploient 12 millions de personnes contre seulement 160 000 travaillant dans l'industrie de l'acier.

(The Economist : 16–22/02/2002)

¹ Les Etats-Unis ont finalement imposé une taxe à l'importation d'environ 30 % sur l'acier. Des pays tels que le Canada, le Mexique et le Brésil en sont exclus. L'Union européenne envisage des contre-mesures et portera simultanément l'affaire devant l'OMC.

- Diamant : l'Angola veut reprendre le contrôle de ses ressources

Il y a deux ans, le lapidaire israélien Lev Leviev avait frappé un grand coup en obtenant, à la place de De Beers, le monopole pour les ventes de diamants bruts angolais par l'intermédiaire de l'Angola Selling Corporation (AS Corp), dont les exportations avaient atteint en 2001 la valeur de 730 millions de dollars. Depuis, les responsables angolais estiment qu'ils pourraient obtenir de meilleures conditions, et selon eux le retour de De Beers n'est qu'une question de temps. De son côté, De Beers n'a jamais caché son désir de reprendre sa place. Avant de se réconcilier, les deux parties doivent régler un contentieux portant sur 200 millions de dollars ; d'autre part, échaudée par les expériences du passé, De Beers souhaite également obtenir de sérieuses garanties pour ses investissements. Malgré ces difficultés, la société désire agir vite, car les perspectives de paix se précisent désormais en Angola où le gouvernement a repris le contrôle de la plupart des mines de diamant exploitées ces dernières années par les rebelles de l'UNITA.

Pour Leviev, un changement de stratégie angolais constituerait un sérieux revers après celui essuyé fin 2001 en Russie, où De Beers avait réussi à renouveler, au dernier moment, l'accord pour l'exportation de pierres brutes russes, au détriment d'une proposition alternative de l'israélien.

(La Tribune : 14/02/02)

- Cuivre : Le retrait d'Anglo American met en péril l'économie zambienne

La décision de Anglo American de suspendre l'attribution de capitaux supplémentaires à sa filiale zambienne Zambia Copper Investments (ZCI) est un coup rude pour toute l'industrie du cuivre du pays. Actuellement, Anglo contrôle ZCI avec 50,9 %, le reste du capital (34 %) étant détenu essentiellement par des minoritaires français. A son tour, ZCI contrôle 65 % du capital de KCM (Konkola Copper Mines) dont les actifs sont constitués par la mine de Konkola, la fonderie de cuivre de Nkana et, surtout, le projet de Konkola Deep (KDMP). Lorsque, en 1999, Anglo American a acquis Konkola pour 30 millions de dollars, le groupe sud-africain s'est engagé à y investir 350 millions de dollars pour la modernisation de la mine et de la fonderie ainsi que pour une étude de faisabilité sur le gisement profond de Konkola, considéré comme la plus importante réserve de cuivre/cobalt de Zambie, pouvant assurer une production de 200 000 t de cuivre pendant 20 ans. Depuis 1999, Anglo a dépensé près de 200 millions de dollars pour la modernisation de la mine actuelle de cuivre de Konkola et pour celle de la fonderie de Nkana. Mais le coût d'investissement de Konkola Deep, beaucoup plus élevé que prévu (estimé autour de 770 millions de dollars) ainsi que le coût opératoire très élevé (de l'ordre de 0,80 cts/lb, contre 0,69 cts/lb prix du cuivre au début février) de la mine actuelle ont poussé Anglo à la décision de fermer ou de céder KCM avant la fin 2002. La fermeture envisagée de KCM, qui produit environ les deux tiers du cuivre zambien (production de la Zambie en 2001 : 332 kt) met directement en péril l'emploi d'environ 10 000 personnes. D'autre part, le retrait d'Anglo met également en question le fonctionnement de la fonderie de Nkana qui travaille non seulement pour KCM mais aussi, à façon (« toll smelting »), pour les deux autres mineurs de cuivre zambiens Avmin et Mopani (First Quantum).

Pour le gouvernement de Zambie, la fermeture de KCM est inconcevable vue la situation de l'emploi dans le pays (25 % de chômage officiel) et le fait que le cuivre représente 88 % des recettes à l'exportation de Zambie. La re-nationalisation serait une solution, mais restant difficilement acceptable pour la Banque Mondiale qui est par ailleurs actionnaire de KCM à travers l'IFC (7,5 % de KCM) et dont une délégation se trouvait à Lusaka début février. L'affaire reste à suivre.

(La Tribune : 29/01/2002 ; Les Echos : 30/01/2002 ; Metal Bulletin : 28/01/2002 et 01-22/02/2002)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. METAUX DE BASE

ALUMINIUM

- Prévision de hausse de la demande d'aluminium en 2002 d'après Alcan ...

Le deuxième producteur mondial d'aluminium Alcan pronostique une hausse de 1,5 à 2,0 % de la demande 2002... en cas de reprise confirmée de l'économie mondiale, notamment au 2^e semestre. Brian Sturgell, le vice-président, a déclaré lors d'une conférence sur ce thème, que l'économie américaine semblait avoir atteint le creux de la vague lors du dernier trimestre 2001: l'an dernier, la demande d'aluminium s'est effondrée de 12 % aux Etats-Unis, alors qu'elle chutait de 6 % au niveau mondial. Malgré les coupures de production dans le nord-ouest du pays, l'offre est restée excédentaire de 400 000 t par rapport à la demande américaine. Aussi, les prix sont-ils descendus très bas, jusqu'à 1 356 \$/t sur le LME. Le maintien de marge suffisante étant impératif pour les producteurs, la reprise s'avère fragile dans le contexte d'une menace de surcapacité pesant sur les prix.

(Metal Bulletin : 17/01/2002)

- ... et ralentissement des nouvelles capacités d'alumine d'après Roskill

D'après l'étude récente de Roskill Information Services sur « l'économie de la bauxite et de l'alumine », l'évolution mondiale des capacités de production d'alumine pour la période 2001-2005 serait plus lente que pour la période 1994-2000. Roskill a recensé en 2001 un total d'environ 12,8 Mt/an de capacité de production d'alumine en projet, dont 3,5 Mt/an pourraient rentrer dans le circuit d'ici 2004. Parmi les projets les plus en vue, Gladstone (Australie, + 1,4 Mt/an) est le plus sûr et le plus avancé, tandis que Gapco (Guinée) et Utkal (Inde), ne devraient pas démarrer avant 2006. Du côté de la production minière de bauxite, la montée en puissance de Timan (Russie) ne serait pas suffisante pour Roskill, qui espère d'autres lancements de projets à brève échéance. Sur la période 1994-2000, la croissance de production a été de 4,2 % pour l'alumine, et de 3,9 % pour la bauxite. En 2000, 135,7 Mt de bauxite et 51,6 Mt d'alumine ont été produites, soit respectivement + 26 % et + 28 % par rapport à 1994.

(Metal Bulletin : 24/01/2002)

- Les fondeurs américains prêts à relancer leurs capacités mises en sommeil

Le retour du prix de l'électricité à un niveau normal aux Etats-Unis, et un rebond du cours sur le LME, ont fait évoluer la situation chez les fondeurs nord-américains qui avaient réduit leur production d'aluminium. La remise en route des capacités mises en sommeil (1,6 Mt au maximum de la crise) dépend de plusieurs facteurs. L'électricité revenue à 16-17 \$/MWh (40 \$ il y a six mois) et le cours du métal flirtant avec les 1 400 \$/t (1 386 le 7 février) autorisent les fondeurs à préparer la relance pour ne pas rater le redémarrage de l'économie américaine. En principe, les producteurs (Alcoa, Golden Northwest Aluminum, Columbia Falls Aluminum, Kaiser, Michigan Avenue Partners...) se sont engagés avec le producteur d'énergie Bonneville Authority River à des économies d'électricité jusqu'à fin mars, fin août ou fin septembre 2002 suivant les cas. Si certains analystes veulent croire à une forte capacité de réaction dès 2002, de toute façon amputée de 236 000 t par la fermeture définitive des usines de Vanalco et de Troudale, la reprise sera très probablement échelonnée en raison du délai de relance incluant la disponibilité énergétique, l'approvisionnement en alumine et la remise en route des usines.

Il faut aussi souligner que la réduction de capacité consentie par les fondeurs américains laisse la place libre aux concurrents. Pour exemple, Russian Aluminium souhaite augmenter ses exportations vers les Etats-Unis. En 2001, Russian Aluminium a produit près de 2,5 Mt de métal primaire et allié, dont 83 % ont été exportés à raison de 57 % vers l'Europe, 32 % vers l'Asie du sud-est et 11 % vers les Etats-Unis. Le plan d'évolution 2002 serait d'exporter un tonnage similaire avec une répartition de 30 % en Europe, 40 % en Asie et 30 % aux Etats-Unis.

(Financial Times : 06/02/2002 ; La Tribune : 08/02/2002 ; Metal Bulletin : 04-07/02/2002)

- Relance de la production brésilienne qui a baissé de 11,1 % en 2001

Finalement, la production d'aluminium primaire au Brésil s'est élevée à 1,13 Mt en 2001, soit une baisse de 11,1 % par rapport à 2000. Si le rationnement énergétique n'a pas affecté la consommation intérieure, l'export est en baisse de 22,6 %, à 587 900 t, soit une perte de revenue estimée à 316 M\$. Toutefois, la baisse devrait être atténuée quelque peu par l'export sous forme de scraps, demi-produits et produits manufacturés qui n'ont pas encore été pris en compte. Les opérateurs ont perdu, par rapport à 2000, entre 9,7 % (Albrás) et 16,2 % (Alcoa) de leur capacité de production ; CBA fait exception avec 4 % parce qu'il est autosuffisant à 55 % de ses besoins énergétiques.

La fin du rationnement, déjà intervenue (partiellement ?) pour la région nord-est, pourrait être étendue aux principales autres régions (sud-est et centre-est) fin février. En particulier, les trois producteurs d'aluminium brésiliens ont repris un rythme normal.

(La Tribune : 30/01/2002 ; Metal Bulletin : 24/01/2002 ; Platts Metals Week : 21/01/2002)

- Production de Chinalco en hausse à l'instar de la production chinoise

Chinalco, 1^{er} producteur chinois et partenaire principal dans Chalco (45,1%), a annoncé pour 2001 un profit en hausse de 25 %, à 260 M\$, une production d'alumine en hausse de 9,2 %, à 4,7 Mt, et une production d'aluminium en hausse de 5,5 %, à 707 000 t. Ces résultats ont plus de relief dans le contexte du ralentissement économique mondial et de l'obligation pour les chinois d'augmenter l'import d'alumine. Celui-ci est passé de 1,9 Mt en 2000 à 3,4 Mt en 2001.

En 2002, les fonderies chinoises devraient lancer 0,5 Mt de nouvelles capacités, soit une augmentation espérée de 0,6 Mt de production par rapport à 2001, fournissant un total de 4 Mt d'aluminium. L'essentiel de la hausse proviendrait de petites unités d'électrolyse.

(La Tribune : 31/01/2002 ; Metal Bulletin : 04-07/02/2002)

- Devenir d'Utkal alumina project après le départ de Norsk Hydro

Depuis l'annonce en décembre du retrait de Norsk Hydro (45 %) du projet de raffinerie d'alumine d'Utkal (1 Mt/an vers 2005-2006 et 3 Mt/an vers 2008-2009), situé dans la province indienne d'Orissa, les deux partenaires restants, Alcan (35 %) et Indian Aluminium (Indal, 20 %), n'ont pas arrêté de décision commune. D'un côté, Indal se dit prêt à relever sa participation de 35 %, tandis que des sources indiennes avancent qu'Alcan récupérera les 10 % restants. De l'autre côté, l'état-major du groupe canadien déclare examiner la situation, avant de négocier avec Indal la suite du projet. Les données du problème sont les suivantes : Alcan peut-il accepter d'être actionnaire minoritaire dépendant d'Indal, et à quel prix s'évalue la part de Norsk ? Le chiffre avancé est de 6 M\$.

(Metal Bulletin : 24-28/01/2002 ; Mining Journal : 25/01/2002)

CUIVRE

- Niveau record pour les stocks de cuivre

Début février, les stocks de cuivre du LME ont battu le précédent record de mars 2000, en atteignant 846 000 t, malgré une reprise du cours qui a repassé la barre des 1 600 \$/t (LME, trois mois) à la suite d'annonces de quelques indicateurs en hausse. En fait, le métal souffre toujours de l'excédent de l'offre : les réductions de production entamées fin 2001, estimées à 1 Mt dans la sphère économique occidentale (BHP, Codelco, Phelps Dodge,...) n'ont pas été jugées suffisantes par le marché face à la baisse de la demande.

Pour l'heure, en attendant des signes plus évidents de reprise économique et le retour des opérateurs, le haut volume des stocks semble tout à fait dissuasif pour des spéculateurs. Dans un rapport, Bloomsbury Minerals Economics croît néanmoins à un retour à l'équilibre entre offre (production mondiale : 15 149 kt) et demande (consommation : 15 249 kt) dès le mois de mai. Le total des stocks passerait à 3 256 kt, en baisse de 100 kt par rapport à 2001.

(Les Echos : 31/01/2002 ; Metal Bulletin : 14/02/2002 ; Recyclage et Récupération : 08/02/2002)

- Maintien de la production chilienne 2002 de cuivre au niveau de 2001

Malgré les annonces de réduction de production de cuivre du n° 1 chilien et mondial Codelco, le Chili devrait produire 4,7 Mt en 2002, soit + 0,4 % de hausse. Pourtant, Codelco serait responsable pour 15 à 20 % des réductions mondiales de production, dont le total est estimé à environ 700 000 t cette année.

Les investissements dans le secteur cuivre chilien devraient s'élever à 1,9 milliards de \$. Dans le cas de la mine El Abra (51 % Phelps Dodge, 49 % Codelco), située dans le nord du pays, la mise en route de la nouvelle usine (récupération électrolytique après mise en solution), d'un coût de 77 M\$, devrait intervenir en fin du 2^e trimestre. La production passera à 35 000 t/an de métal pendant une durée de vie de sept ans (225 000 t).

(La Tribune : 21/01/2002 ; Metal Bulletin : 11-14/02/2002)

- Alliance stratégique entre CVRD et Codelco

Les deux grands groupes miniers sud-américains, le brésilien Companhia Valle do Rio Doce et le chilien Codelco, ont conclu un accord ouvrant sur une alliance dans la production de cuivre. Les projets cuivre de CVRD sont localisés dans la région de Cajaras, à proximité de ses importantes mines de fer.

L'objectif de produire au moins 700 000 t/an de cuivre d'ici 2007-2008 (concentrés de cuivre et cuivre cathode) avait été annoncé par CVRD en ce début d'année.

(Mining Magazine : janvier 2002)

- BHP Billiton définitivement désengagé du projet papouasien Ok Tedi

A défaut d'avoir obtenu du gouvernement de Papouasie-N^{elle} Guinée une autorisation d'arrêt et/ou de retrait du projet à cuivre d'Ok Tedi, BHP Billiton a parachevé son désengagement en cédant sa participation de 52 % au fonds du Programme de Développement Durable de la PNG qui en bénéficiera pendant 40 ans.

Le projet est maintenant détenu par le PDDPNG (52 %), le gouvernement (30 %), et Inmet Mining (18 %). La mine, qui a encore une espérance de vie de 10 ans, représente 10 % du PIB du pays.

(Financial Times : 09/02/2002 ; Metal Bulletin : 11/02/2002 ; Mining Journal : 15/02/2002)

- Hausse de capacité de 49% sur deux ans des cinq producteurs majeurs chinois

Les cinq plus gros producteurs chinois de cuivre cathode (50 % de la production nationale) ont planifié collectivement une augmentation de 49 % de leur production globale d'ici 2003. Le n° 1 actuel, Tongling, passerait de 270 à 330 kt, Jiangxi de 220 kt à 350-400 kt, Yunnan de 150 à 250 kt, Daye de 110 à 170 kt, et enfin Baiyin resterait stable à 60 kt. D'après un spécialiste du marché, l'augmentation devrait être inférieure à celle de la demande : la production 2002 est prévue pour 1,5 Mt (+ 5,6 %), alors que la demande est estimée à 2,3 Mt (+ 9,5 %).

(Platts Metals Week : 04/02/2002)

ETAIN

- Cours de l'étain à la traîne en attendant l'annonce de réductions de production

Le cours de l'étain au LME était à 3 890 \$/t (prix à trois mois) à la fin janvier, dans un marché de petits volumes. Avec un cours sous les 5 000 \$/t, beaucoup d'opérateurs sont en difficulté, et c'est paradoxalement de là que viendrait le salut : nombre d'opérateurs pourraient arrêter ou réduire leur production. La délocalisation des stocks risque cependant d'atténuer l'effet (positif sur le prix) d'étranglement de l'offre au moment du retour des utilisateurs. Fin janvier, le stock à Londres était de 33 740 t, à Barcelone de 17 155 t, et à Singapour de 7 035 t.

(Metal Bulletin : 31/01/2002)

- Yunnan Tin s'apprêterait à réduire de moitié ses exportations en 2002

De façon générale, le gouvernement chinois revoit à la baisse nombre de ses quotas d'exportation de matières premières. L'étain n'y échapperait pas, en raison du faible cours de l'étain sur le LME (3 860 \$/t le 25 janvier, prix à trois mois) et du haut niveau des stocks, et aussi du fait de la capacité d'absorption du marché intérieur. Cette tendance s'est amorcée en 2001 pour le producteur Yunnan Tin, qui a exporté 50 % de sa production au cours du 1^{er} semestre, puis seulement 10 % au cours du 2^e semestre, soit un total de 8 000 t sur un quota qui prévoyait 10 000 t (un quart du quota d'export chinois). S'il est prévisible que la Chine poursuive en 2002 la baisse du quota d'exportation d'étain (- 33 % entre 2000 et 2001), Yunnan Tin s'attend à réduire de moitié son volume exporté, qui passerait à 4 000 t.

(Platts Metals Week : 28/01/2002)

FER et ACIER

- La production mondiale d'acier brut est restée élevée en 2001

La production mondiale d'acier brut a atteint 840 Mt l'an dernier, soit - 1 % de baisse seulement par rapport à la production record de 847 Mt réalisée en 2000. Mais sorti du chiffre global, les résultats par grandes régions économiques sont contrastés. Parmi les baisses, l'Europe a enregistré un recul de - 1,4 % (303,4 Mt), un peu plus important pour la seule UE (- 2,8 %), l'Amérique du Nord a reculé de 11,4 % (119,9 Mt) et l'Amérique du sud de - 3,9 % (37,6 Mt). Le Japon a reculé de 3,4 % (102,9 Mt) et l'Océanie de 1,3 % (7,7 Mt). La CIS est restée stable (98,2 Mt). L'augmentation mondiale vient donc de l'Asie, en hausse de 3,8 % (344,5 Mt), et en particulier de la Chine (+12,6 %, à 143,3 Mt), de l'Afrique en hausse de + 9,5 % (15,1 Mt) et du Moyen Orient en hausse de 8,1 % (11,7 Mt).

(Metal Bulletin : 24/01/2002)

- Rebondissements dans la restructuration de la sidérurgie tchèque

En Tchéquie, la proposition du consultant britannique Eurostrategy - qui avait l'assentiment de la Commission européenne - de recomposer le secteur sidérurgique en fusionnant les quatre principales sociétés (Trinecké Zelezárny déjà privatisée, Vitkovice Acier, Nova Hut, plus Vysoke pece Ostrava) avait été rejetée par le Premier ministre Milos Zeman en septembre 2001. Depuis, d'autres propositions pour ou contre la création d'un gros pôle sidérurgique tchèque ont été formulées.

D'une part, la société Vitkovice, ayant désigné un conseiller de privatisation, voudrait jouer la partie seule, arguant de conditions très avantageuses (3,0 milliards de couronnes pour 99 % des parts). Le ministre de l'industrie et du commerce, Miroslav Gregr, semble avoir accepté la proposition. De son côté, le gouvernement aurait contacté le groupe LNM Holdings dans le but de lui proposer un rapprochement avec Nova Hut, en la dédouanant au préalable de ses dettes (3,5 milliards de couronnes).

D'autre part, le Fonds National de la Propriété (autorité gérant les privatisations) voudrait jouer la carte nationale : il propose que sa filiale Osinek, qui permet, notamment, de financer Vitkovice Acier, soit transformée en holding regroupant les trois producteurs Vitkovice Acier, Nova Hut et Vysoke pece Ostrava. L'autre proposition pour un pôle fort vient de Trinecké Zelezárny, privatisée en 1996 et seule société sidérurgique tchèque bénéficiaire, qui voudrait absorber Vitkovice Acier et Nova Hut. L'affaire est à suivre.

(Metal Bulletin : 17-21/01/2002 et 14/02/2002)

- La demande chinoise soutient toujours les producteurs australiens

La demande chinoise constitue la bouée de secours de la production minière australienne de fer, en volume et en prix. De juillet 2000 à juin 2001 (année fiscale), l'Australie a exporté 157,3 Mt, en hausse de 5,3 % par rapport à l'exercice précédent. Sur le total, la Chine a importé 35,5 Mt (+ 16,7 %) et le Japon 67,8 Mt (+ 0,7 %). Les prévisions 2002 font toutefois état d'un ralentissement du boom chinois de l'acier, déjà amorcé fin 2001, tandis que les prix devraient diminuer en moyenne de 4 %.

(Metal Bulletin : 14/02/2002)

PLOMB - ZINC

- Le sort de la mine Tara pèsera sur le calcul du prix de traitement des concentrés

Mineurs et fondeurs de zinc vont devoir renégocier en février le prix du traitement des concentrés de zinc. L'an dernier, cette charge s'était établie à 189,5 \$/t pour un cours du zinc sur le LME de 1 000 \$/t. Cette année, le cours du zinc est descendu à 800 \$/t, et, comme d'habitude et en particulier du côté des mineurs, les deux parties sont confiantes dans leurs arguments pour monter ou baisser cette charge. Dans le contexte de l'étranglement du marché des concentrés en raison de nombreuses réductions de production, les mineurs espèrent un moins 20 \$, alors que les fondeurs tablent sur un moins 5 \$ seulement. Mais l'annonce récente, par Outokumpu, d'une reprise possible de production en juin à la mine irlandaise de Tara (200 000 t/an de concentrés), devrait peser sur les discussions.

Arrêtée en novembre dernier, le sort de la mine de Tara a été examiné par Outokumpu, qui lui accorde le potentiel d'une mine de longue durée et à bas coût opératoire, à condition d'investir 47 M€ pour exploiter ses dernières réserves connues (10 Mt à 9 % Zn et 2 % Pb), voire en acquérant le gisement voisin de Bula (8 Mt à 10 % Zn et 2 % Pb).

(Metal Bulletin : 28-31/01/2002 ; Mining Journal : 01/02/2002)

- Réductions de production chez Teck Cominco

Teck Cominco réduira sa production de zinc raffiné de 55 000 t en 2002. Les coupures affecteront les sites de Cajamarquilla (Pérou), qui fermera trois mois, et de Trail (Colombie britannique), qui fermera un mois. En amont, Teck prévoit de réduire la production de concentrés à la mine Red Dog (Alaska) de 60 000 t (soit 33 000 t de zinc métal).

(Mining Journal : 22/02/2002)

- Retournement de Pasminco dans la vente de la mine Century

La société australienne Pasminco, en tutelle administrative depuis septembre 2001 suite à de grosses erreurs de gestion, et qui s'était décidée à vendre son fleuron, la mine de zinc de Century (890 000 t/an de concentrés de zinc et 70 000 t/an de concentrés de plomb), est revenue soudainement sur sa décision. D'après son directeur technique Greig Gailey, Pasminco préfère garder la mine, n'ayant pas reçu d'offre d'achat satisfaisante alors que Century est un actif minier majeur au plan international, qui dégage une marge positive même avec le cours déprimé actuel.

Par ailleurs, Pasminco a mis en vente la fonderie de Cockle Creek (90 000 t/an de zinc et 35 000 t/an de plomb) et la mine d'Elura (1 Mt/an de minerai à zinc-plomb-argent). Ce retournement est interprété par les analystes comme la volonté de Pasminco, dont la dette s'élève à 3,4 milliards de \$ australiens, de préférer la voie de l'OPA à celle de la vente par actif. Dans cet objectif, Pasminco voudrait garder ses deux fleurons qui sont la mine australienne de Century et la fonderie néerlandaise de Budel.

(Metal Bulletin : 21-24/01/2002)

- Outokumpu focalisé sur le Portugal

Le groupe finlandais Outokumpu serait en négociation avec EuroZinc pour rentrer dans le capital de la société Pirites Alentejanas, opératrice du projet Aljustrel. EuroZinc aurait besoin d'un soutien financier pour son projet, en raison de la dépression actuelle qui le prive du cash nécessaire.

Par ailleurs Outokumpu est en train de reconsidérer sa décision d'abandonner la joint venture avec Murchison United pour racheter 66 % de Somincor, la société opératrice de la mine de cuivre-étain de Neves Corvo. L'opération consistait à acheter les 49 % de Rio Tinto et 17 % auprès de l'état portugais, sur lesquels Outokumpu aurait disposé de 8 des 66%. Mais de son côté, Murchison a confirmé l'acquisition des 49 % cédés par Rio Tinto pour un montant de 78 M\$.

(Metal Bulletin : 04/02/2002 ; Mining Journal : 01/02/2002)

2. METAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

- Exportations chinoises d'antimoine en chute de 51 % en 2001

En 2001, les exportations chinoises d'antimoine brut ont chuté en volume de 51 %, passant à 22 007 t, et en valeur de 46 %, à 26,1 M\$. La capacité industrielle chinoise serait de l'ordre de 150 - 200 000 t, bien au-dessus de la production actuelle en sous-régime. Pour 2002, l'autorité régulatrice aurait accordé à sept producteurs des quotas d'exportation.

De son côté, le producteur Nanfang Nonferrous Metals a démarré la production d'oxyde d'antimoine dans sa nouvelle installation (capacité 15 000 t/an). Il continuera cependant à produire des lingots du métal, malgré des problèmes d'approvisionnement résultant des inondations dans la province de Guangxi en juillet dernier, qui maintiennent la production sous sa capacité de 25 000 t/an.

Actuellement, les fondeurs ont profité de la raréfaction des concentrés provoquée par les fêtes du nouvel an chinois pour mettre une grande partie de l'appareil producteur en maintenance. Les cours approchent 1 150 \$/t cif Rotterdam pour les ventes directes aux industriels utilisateurs, et 1 100 \$/t cif pour de petits volumes disponibles à l'export.

(Metal Bulletin : 11/02/2002 ; Platts Metals Week : 28/01/2002 et 04/02/2002)

COBALT - NICKEL

- Résultats de la vente de cobalt de la DLA faite le 23 janvier

La Defense Logistic Agency américaine a proposé à la vente le 23 janvier 317 000 livres de cobalt (titre 99,5 %, en rondelles et granules) en une vingtaine de lots que se sont disputés sept compagnies, parmi lesquelles Glencore, OMG Americas et Remelt Resources. OMG s'est montré le plus haut enchérisseur, emportant ses neuf lots (151 374 livres) dans une fourchette de prix 7,45 – 7,70 \$/livre. Les autres offres se sont montrées bien inférieures puisque le suivant, Glencore, a offert un maximum de 6,83 \$/livre.

(Metal Bulletin : 28/01/2002)

- Biotraitement des minerais de nickel ou de cuivre en vue

La technologie du biotraitement porte l'espoir de récupérer des métaux tels le nickel et le cuivre par des moyens à la fois simples et économiques, de surcroît très faiblement polluants, donc à potentiel de développement énorme. Cela consiste à introduire le minerai grossièrement broyé dans un bain acide renfermant des bactéries spécialisées (génétiquement modifiées), à une température avoisinant 45°C, et à attendre qu'elles digèrent le métal contenu. Le processus biologique n'émet ni gaz, ni boues toxiques. L'opération terminée, la « soupe » biochimique est mise à dessécher, puis le résidu sec est mis à griller pour n'avoir plus que la fraction métallique oxydée. Le procédé est en cours de développement chez des mineurs tels Inco, Noranda, Penoles, ou Titan.

La société australienne Titan a commencé ses tests d'extraction du nickel par voie bactérienne à l'échelle industrielle. Le taux de recouvrement du métal contenu serait de 90 % avec cette méthode, bien supérieur aux autres technologies en service (de 50 à 80 %).

La consommation d'énergie se trouve réduite de 40 à 50 % dans des conditions climatologiques tempérées. Aussi, Inco et Noranda, opérateurs très actifs sous climat froid, tentent-ils déjà d'adapter le procédé à ces conditions de température particulières. Inco pense pouvoir appliquer le traitement biologique à une partie du minerai du gisement géant canadien de Voisey Bay : le coût opératoire serait ramené à 20 - 25 cents la livre de nickel.

(La Tribune : 22-30/01/2002)

- Production à Murrin-Murrin sur une pente ascendante

La mine ouest-australienne de Murrin-Murrin (à minerai traité par lixiviation acide sous haute pression), opérée par Anaconda, monte progressivement en puissance pour se rapprocher de ses objectifs. La production 2001 a été de 24 991 t de nickel et de 1 452 t de cobalt, à comparer aux 12 998 t et 922 t, respectivement, de l'année 2000. Mis à part le cas du dernier trimestre 2001, dont la production a été amputée pour cause de maintenance, la production a atteint 7 467 t de nickel et 407 t de cobalt durant le 3^{ème} trimestre.

(Metal Bulletin : 18/02/2002)

- BHP Billiton laisse tomber le projet nickel de Gag Island (Indonésie)

BHP Billiton a pris la décision d'abandonner le projet de nickel indonésien de Gag Island, après l'échec des discussions avec le gouvernement à propos de l'application de la nouvelle loi environnementale. Le projet d'open-pit avait été mis en stand-by en juin 2000 dès l'introduction de la loi interdisant l'ouverture d'un open-pit en forêt protégée. Sans recours juridique possible, BHP Billiton (37,5 %) entend suspendre la joint-venture dans laquelle sont également impliqués Falconbridge (37,5 %) et Aneka Tambang (25 %). Le gisement de nickel latéitique dispose de ressources mesurées de 12 Mt à 1,33 % Ni et 0,09 % Co, et de ressources indiquées de 93 Mt à 1,46 % Ni et 0,07 % Co.

(Metal Bulletin : 31/01/2002 ; Mining Journal : 01/02/2002)

MAGNESIUM

- Perspectives brillantes : mais à quel prix, pour quels opérateurs et quelles techniques ?

La réunion, consacrée au magnésium, de « l'Institution of Mining & Metallurgy » s'est tenue à Londres fin janvier. Elle a permis de dresser les perspectives et les enjeux de consommation du métal. Si l'évolution de la demande a été marquée, au cours de la décennie, par une progression constante imputable au secteur automobile, l'ampleur de cette progression à 10 ans constitue un débat. La part du secteur automobile est en effet passée de 51 000 t en 1995 à 113 000 t en 2001. Les experts de Norsk Hydro, principal producteur occidental, anticipent des tonnages de 192 000 t en 2005 et peut-être de 273 000 t en 2010. La consommation totale, d'environ 380 000 t en 2001 pourrait ainsi culminer à 850 000 t en 2010, donc avec une anticipation de progression annuelle de 6 à 10 %. La forte augmentation des volumes s'est faite à la faveur d'une baisse constante des prix, en partie impulsée par les producteurs chinois dont la part de marché avoisine maintenant près de 50 % pour le magnésium primaire. Les prix du magnésium pur sont passés en six ans, sur le marché libre européen, de 4 000 dollars US à 1 760 – 1 810 dollars (taxes incluses) en février 2002 pour des prix fob au départ de Chine de 1 250 – 1 270 dollars US en février 2002. Si cette baisse de prix était nécessaire pour supplanter l'acier et l'aluminium dans la construction automobile, ceux-ci devraient se stabiliser à la baisse. Auparavant, le domaine de la production aura été recomposé avec, l'émergence de nouveaux intervenants : l'Australie, le Canada (projet Magnola), la consolidation du secteur en Chine et la disparition des sites de production européens. Il reste à la filière de nombreux défis à résoudre. Ils sont d'abord techniques avec l'amélioration de la performance des alliages dans le domaine de la résistance à la corrosion, et le comportement au moulage, mais avec aussi financiers, l'émergence d'acteurs financièrement solides et pérennes permettant de garantir les approvisionnements à long terme.

(Financial Times : 15/02/2002 ; Marchés tropicaux : 08/02/2002 ; Metal Bulletin : 26/11/2000, 28/01/2002 et 04/02/2002 ; Mining Journal : 08/02/2002 ; l'Usine nouvelle : 14/02/2002 ; Platt's Metals Week : 21/01/2002, 04/02/2002)

- Malgré les problèmes rencontrés avec le projet Magnola, Noranda croit dans sa nouvelle filière

Le producteur canadien de nickel avait décidé d'investir la filière du magnésium en mettant en œuvre le projet Magnola qui devait produire 63 000 t de métal à partir du premier trimestre 2001. Cependant, la mise en œuvre d'une nouvelle technologie d'électrolyse fournie par Alcan s'est avérée plus problématique que prévue. Cela s'est traduit par une envolée des investissements de 24 % pour atteindre 563,2 millions de dollars US et un objectif de production pour 2002 limité à 30 000 t. Malgré ces déboires, Noranda continue de croire en son projet.

(Metal Bulletin : 14/02/2002)

- Levée des taxes de l'Union européenne, mais durcissement des positions américaines

L'arrêt de la production de magnésium pur primaire dans l'Union européenne (Péchiney-Marignac) et la zone européenne de libre échange (Porgrunn-Norsk-Hydro) vont amener l'Union européenne à lever les taxes anti-dumping à l'importation qui s'élèvent à 63,4 %. Cependant, la mesure ne pourra être mise en œuvre qu'après notification officielle de la fermeture de l'unité française de Péchiney. Dans l'attente de cette décision, beaucoup d'opérateurs restent dans l'expectative. La concurrence accrue entre les producteurs russes, israéliens et chinois qui devrait s'en suivre pourrait en effet conduire à une nouvelle baisse des prix, même si une partie du matériel importé parvenait déjà à échapper aux taxes en entrant sous la dénomination de déchets. Sur le front américain, le département du commerce prévoit de taxer le magnésium en granulé produit au Canada, à partir de magnésium chinois, de la même façon que la marchandise chinoise, soit entre 24,67 % et 305,56 % suivant les importateurs. Pour protéger le seul producteur américain subsistant, Magcorp, des mesures pourraient également être mises en œuvre, à terme, sur le matériel en provenance d'Australie, même s'il ne constitue pas encore une menace. Toutes les mesures américaines envisagées devront néanmoins s'avérer compatibles avec les règles de l'OMC.

(Metal bulletin : 24-28/01/2002)

MANGANESE

- Forte hausse des importations de minerai en Chine

D'après les autorités douanières chinoises, les importations de minerai de manganèse ont atteint en 2001 le niveau 1,53 Mt pour une valeur de 119 millions de dollars. Cela représente un accroissement de 39,3 % en volume et 36 % en valeur. Deux fondeurs chinois, China's Xinye Industrial Co et Xiangtan Manganese Industry ont des projets visant à porter leur capacité de production de manganèse électrolytique à plus de 20 000 t par an, mais le second a déclaré également vouloir au contraire réduire sa production à court terme (2002) en raison des prix actuels.

(Platts Metal Week : 21/02/2002)

MOLYBDENE

- Les oxydes de molybdène se portent toujours bien, mais pour combien de temps ?

Le cours des oxydes de molybdène s'est régulièrement élevé depuis son niveau de novembre 2000 (2,25 US\$ la livre) pour atteindre près de 3 US\$ par livre actuellement. Les causes de cette situation sont peu aisées à cerner, avec en perspective ce qui se passe dans le monde du cuivre, les oxydes de molybdène étant sous-produit de la plupart des mines de cuivre. Pour l'instant des producteurs comme Codelco, Kennecott et Phelps Dodge approvisionnent le marché avec parcimonie, mais des pays comme le Pérou ou la Chine ont une production en forte hausse. Si l'industrie de l'acier, client principal de ce produit, demeure morose en 2002, ce qui devrait être le cas, la tendance pourrait alors s'inverser.

La société chinoise China's Jinduicheng Molybdenum Mining Corp se place dans cette perspective d'un renversement de tendance et projette de produire moins d'oxyde de molybdène, mais plus de produits dérivés plus élaborés à valeur ajoutée.

(Platts Metal Week : 21-28/02/2002)

TUNGSTENE

- La Chine vers une réduction de ses exportations

Les négociants chinois se préparent à plus de contrôles et de restrictions de la part des autorités, après avoir pris connaissance du 1^{er} lot de licences accordées cette année. Des sources fiables mentionnent le chiffre de 11 000 t autorisées (tous produits confondus) alors que l'an dernier, dans le même temps, le chiffre atteignait 12 240 t ; et il est probable que le total 2002 soit également revu à la baisse par rapport au total de 17 000 t en 2001. La baisse de volume la plus marquée concerne l'APT (ammonium paratungstate), avec 4 000 t au lieu de 7 000 t pour ce 1^{er} lot. Les acheteurs espèrent négocier l'APT chinois vers 55-56 \$/mtu alors que les agents exportateurs (au nombre officiel de 13) citent 62-65 \$/mtu, bien que des rumeurs fassent état de contrats passés au prix de 58 \$/mtu fob. Cette réduction irait également dans le sens du respect des engagements de la Chine à l'OMC.

(La Tribune : 29/01/2002 ; Metal Bulletin : 28/01/2002)

- Réduction de production à la mine de Panasqueira (Portugal)

Malgré la diminution prévue du flot chinois officiel (article ci-dessus), le marché américain reste déprimé à l'image des baisses de prix en Europe et en Asie. Le marché doit faire face à une très faible activité en volume dans un contexte de surabondance de l'offre. Cette surabondance est en particulier due à l'offre chinoise officieuse, celle des exportations de contrebande à bas prix, et elle est aussi due, d'après des négociants, aux ventes de la DLA. Sur le marché spot de l'APT (ammonium paratungstate), le prix se négociait dans une large fourchette, entre 65 et 75 \$/short ton.

(Metal Bulletin : 11/02/2002)

3. METAUX SPECIAUX

GALLIUM

- Du gallium chinois pour le marché allemand

La société chinoise « The Great Wall Aluminium Corp », principal producteur chinois de gallium étend son marché à l'Allemagne par la signature d'un accord d'exclusivité avec la société de négoce Tradium, basée à Francfort. En 2001, la société a exporté 20 % de sa production en Allemagne, soit environ 2 t d'une production qui s'est élevée à 10 t et qui pourrait atteindre 15 t en 2002. Les prix fob au départ de Chine s'établissaient à 380 dollars le kg.

(Metal bulletin : 14/01/2002)

INDIUM

- Baisse des prix chinois de l'indium

Les prix chinois de l'indium pour des lingots de 99,99 % de pureté s'établissaient à 65-70 dollars le kg alors qu'ils atteignaient 80 dollars au mois d'août. Au niveau de la production les sociétés annoncent stocker en attendant une amélioration de la demande.

(Platt's Metals Week : 04/02/2002)

LITHIUM

- La production chinoise se développe

La société chinoise Xinjiang Lithium Chemical Works annonce avoir augmenté sa production de lithium de 20 % en 2001, avec un total de 60 t. La société anticipe une production qui pourrait atteindre 80 t en 2002 si les conditions du marché le permettent. La société destine sa production aux marchés indiens et japonais pour la fabrication de piles. Les prix fob au départ de la Chine étaient à 60 dollars le kg en 2001

(Platt's Metals Week : 21/01/2002)

MERCURE

- Le mercure, un enjeu environnemental en aval des exploitations d'or de l'île de Mindanao

Aux Philippines, l'impact du mercure utilisé pour l'amalgamation de l'or dans la région du mont Diwata, dans l'île de Mindanao, contraint le gouvernement à prendre des mesures en association avec l'ONU. Le caractère alarmant de la situation sur l'environnement ainsi que sur la santé des populations avait été mis en évidence dès 1998.

(Platt's Metals Week : 28/01/2002)

SILICIUM

- Demande plus soutenue que prévue en Europe, les prix pourraient se raffermir

Alors que le moral était au plus bas en janvier chez les négociants, la demande se raffermir en février en Europe, notamment en Allemagne. Sur le front de l'offre, la diminution globale de production devrait permettre de rééquilibrer les échanges. Les diminutions de production ont en effet dépassé 114 000 t en 2001 soit l'équivalent d'environ 11 % de la capacité mondiale. Ces réductions ont concerné le producteur américain Globe (29 000 t), Péchiney sur ses sites français (10 000 t) et les producteurs brésiliens pour près de 75 000 t. Les conditions de marché semblent donc réunies pour un raffermissement des prix, quand bien même celui-ci reste encore à se concrétiser.

(Metal Bulletin : 14-28/01/2002)

TANTALE

- Les sociétés minières juniors multiplient les annonces de projets à travers le monde

Malgré la chute récente des cours, le tantale continue de susciter l'intérêt des sociétés minières. Tertiary Minerals, enregistrée à la bourse de Londres, annonce ainsi l'obtention d'une licence d'exploration en Arabie saoudite sur le gisement primaire de Ghurayyah identifié dès 1978. A ce jour, les réserves y sont évaluées à 385 millions de tonnes à 245 g/t de Ta₂O₅ soit un contenu total en oxyde de tantale de près de 94 000 t. Le minerai est constitué par un microgranite alcalin à colombo-tantalite, zircon et thorite qui nécessite un broyage à 400 mesh avant traitement par flottation. La société possède également un projet en Finlande où les réserves en pentoxyde de tantale sont estimées à 330 t avec la possibilité de valoriser les 900 000 t de feldspath sodique contenues et éventuellement le mica et le quartz. Parmi les autres projets, il convient de citer celui de la société australienne Gippsland Ltd en Egypte où les réserves sont estimées à 48 millions de tonnes à 274 g/t d'oxyde de tantale. Un des premiers producteurs mondiaux à ce jour reste l'australien Sons of Gwalia dont l'objectif de production annuel de 1 360 t devrait être atteint en 2002 à partir des gisements de Greenbushes et Wodgina.

(Industrial Minerals : février 2002 ; Metal Bulletin : 21/01/2002 et 07/02/2002)

TITANE

- Contre toutes les anticipations, 2002 a été une bonne année pour les transformateurs japonais

Lors de la présentation des statistiques de la profession, l'association japonaise des producteurs de titane (J.T.S. Japanese Titanium Society) a pris à contre-pied les cassandres qui anticipaient une chute brutale de l'activité suite aux évènements du 11 septembre. Ainsi, les échanges d'éponge de titane ont atteint, en 2001, un total de 25 017 t pour une anticipation de 24 000 t soit une progression de 31 % par rapport aux chiffres de l'année 2000. Le marché domestique en ayant à lui seul absorbé 57 %. Pour les produits transformés, les tonnages s'établissent à 14 412 t soit largement plus que les prévisions initiales de 13 200 t. Pour 2002, les professionnels estiment que les baisses de consommation dans le secteur aéronautique devraient être compensées par un accroissement de la demande dans les autres secteurs.

(Metal bulletin : 04/02/2002)

- L'industrie américaine du titane s'adapte à la baisse de la demande dans l'aéronautique

Une conférence intitulée « Titanium Strategies 2002 » s'est tenue à Scottsdale dans l'Arizona ; elle a permis aux industriels américains d'exposer leurs ambitions et leurs stratégies. Les échanges de titane métal devraient baisser de 15 % en 2002 et ne retrouver les niveaux atteints en 2001, estimés à 51 000 t, qu'à l'horizon 2004-2005. Face à cette situation, la société Timet basée à Denver prévoit de limiter ses achats d'éponge en faisant tourner à pleine capacité (10 000 t) son unité de production de métal brut située à Henderson dans le Nevada. Dans le même temps, la production des fonderies devrait être revue à la baisse de 20 à 40 % suivant les sites. Face aux sombres perspectives dans l'aéronautique civile, les producteurs misent sur l'aéronautique militaire (RMI titanium), le secteur automobile (Timet) alors que le secteur des clubs de golf est surtout affecté par une délocalisation de la transformation vers les pays à bas coût de main d'œuvre comme la Chine.

(Metal Bulletin : 21/01/2002 et 11-14-18/02/2002 ; Platt's Metal Week : 28/01/2002)

URANIUM

- Baisse de la production australienne d'uranium en 2001

La production australienne d'oxyde d'uranium sur la période 2000-2001 a été évaluée à 9 482 t. En 2001, Energy Resources a vu sa production d'oxyde baisser à 4 203 t contre 4 437 t en 2000. Cette situation est en grande partie liée à l'atonie du marché où la part de la matière première secondaire s'établit à près de 50 % et où les stocks stratégiques sont mis sur le marché. Plus récemment, Heathgate filiale de l'américain General Atomics a dû suspendre sa production en janvier 2002 suite à une fuite, sur le réseau de transport du lixiviat, sans risque pour l'environnement d'après les autorités.

(Metal Bulletin : 18-21/01/2002)

- Areva recyclera le plutonium militaire des Etat-Unis

Dans le cadre des accords internationaux sur le désarmement nucléaire, l'administration Bush vient de choisir la technologie Mox pour recycler 34 t de plutonium d'origine militaire. Ce choix du recyclage a été préféré à une solution mixte envisagée par l'administration Clinton et qui incluait la vitrification de 9 t de plutonium. Elle permet en effet, selon l'administration, l'économie de 2 milliards de dollars tout en répondant à l'objectif de non-prolifération puisque le combustible sera brûlé dans des réacteurs civils. Le département de l'énergie américain a confié le contrat de réalisation de l'usine et d'exploitation des installations à un consortium qui associe le français Cogema (filiale d'Areva) : 30 %, aux américains Duke Energy : 40 % et Stone Webster : 30 %. Le coût total du programme est de 3,9 milliards de dollars dont : 1,2 pour la construction de l'usine Mox ; 1 pour les études d'ingénierie ; et 1,7 qui sont prévus pour la construction d'une usine qui démantèlera les ogives et convertira le plutonium. Le démarrage de la construction de l'usine est prévu en 2004 en Caroline du sud pour une mise en service en 2007. Ce contrat constitue un succès pour Cogema, d'abord du point de vue technologique mais aussi du point de vue redéploiement géographique puisqu'il s'agit là d'un des premiers contrats obtenus aux Etats-Unis.

(Les Echos : 12/02/2002)

4. DIAMANT, GEMMES et METAUX PRECIEUX

ARGENT

- La Pologne reste un producteur significatif

KGHM Polska Miedz, société partiellement privatisée, est avant tout le plus important producteur de cuivre européen (518 000 t de cuivre raffiné) ; mais c'est aussi le neuvième producteur mondial d'argent avec 1 144 t en 2000. L'argent est un sous-produit des gisements de cuivre avec des teneurs de l'ordre de 50 – 70 g/t ; le cuivre étant lui à une teneur moyenne de 1,9 % Cu. Les réserves des gisements polonais sur 3 gisements principaux (Rudna, Lubin, et Polkowice/Sieroszowice) s'élèvent à 1 600 Mt de minerai contenant 30 Mt de cuivre et 88 000 t d'argent.

(Mining Journal : 15/02/2002)

DIAMANT, GEMMES

- De Beers et Mvelaphandra en exploration amont en Afrique du Sud

De Beers et le sud africain Mvelaphandra se sont associés en joint-venture (67 % pour le premier et 33 % pour le second) pour conduire un programme d'exploration amont ayant pour objectif la découverte de nouveaux gisements primaires de classe mondiale dans la partie nord du pays (Northern province et Mpumalanga). Au-delà de l'intérêt technique de cette opération, c'est une nouvelle page qui est tournée en Afrique du Sud, car c'est la première fois que De Beers part en exploration avec une autre société sud africaine, à management « noir » de surcroît. Les deux associés ont d'ailleurs exprimé leur satisfaction en la plaçant en perspective de leur confiance en une nouvelle Afrique du Sud. Rappelons qu'en 2001 De Beers a dépensé en Afrique du Sud un tiers de son budget d'exploration, soit 20 millions de rands.

(African Mining Magazine : 18/02/2002 ; Mining Journal : 15/02/2002)

- Perspective de reprise du diamant en Sierra Leone après la fin des hostilités

DiamondWorks a annoncé son retour en Sierra Leone le 28 janvier après la cérémonie officielle célébrant la fin de la guerre civile. Son objectif est la reprise du projet de Koidu, abandonné depuis cinq ans, et dont les réserves seraient de 2,67 millions de carats.

(Africa Mining Intelligence : 06/02/2002 ; Marchés tropicaux : 08/02/2002)

- Résultats encourageants pour les diamants « off-shore » en Namibie

Exploitation et exploration se poursuivent en off-shore sur les côtes de Namibie. Après leur premier mois d'exploitation sur leur gisement de Marshall Fork, la joint-venture Trans Hex Group (Afrique du Sud) et Canada's Diamond Fields International a obtenu des résultats en teneur très largement supérieurs à ceux attendus après l'étude de faisabilité.

De son côté, Afri-Can Marine Mineral Corp, qui en est au stade d'échantillonnage amont sur son permis « Block J », a obtenu des résultats prometteurs et signale que d'autres minéraux de valeur (grenats, agates et épidotes) ont été rencontrés.

(African Mining Bulletin : 18/02/2002 ; Mining Journal : 15/02/2002)

- Hausse de production de 30 % à l'horizon 2005 pour le russe Alrosa

Le diamantaire Alrosa, qui a le monopole du diamant en Russie, mais qui a aussi signé avec De Beers un accord de cinq ans pour stabiliser le marché mondial, compte augmenter sa production de 30 % pour 2005 et atteindre ainsi une production de 2 milliards de dollars. Dans cette perspective, la Russie représenterait près de 26 % de la production mondiale.

(La Tribune : 01/02/2002)

OR

- Production annuelle record pour le Pérou...

La production péruvienne s'est élevée à 4,3 millions d'onces en 2001 (135 t), un nouveau record. En dépit de la baisse de production de certaines mines et de la fermeture de la mine Sipan (Hochschild group), la hausse est de près de 2 %, grâce à l'ouverture des mines Antapite (Buenaventura), La Quinoa (5^{ème} cible à Yanacocha : Newmont-Buenaventura) et Santa Rosa (Andean American). L'autorité minière péruvienne compte sur une augmentation de la production de 40 t d'ici 2007, pour un investissement correspondant de 700 M\$.

(Mining Journal : 25/01/2002)

- ... mais production annuelle australienne à nouveau en baisse

La production australienne connaît sa quatrième année de baisse successive. En 2001, celle-ci a été de 281 t soit 5 % de moins que celle de 2000 et 11 % de moins que celle de 1997 qui s'élevait alors à 384 t.

(Mining Journal : 22/02/2002)

- Production en hausse pour Rangold au Mali

Rangold a le vent en poupe au Mali où sa production annuelle est passée de 225 000 onces en 2000 à 252 000 onces en 2001. Après la suspension des opérations sur le gisement de Syama (75 % Rangold), c'est la mine de Morila (40 % Rangold) qui monte en puissance avec une production 2001 de 631 650 onces à un coût opératoire de 102,5 \$ par once, et des ressources estimées à 46.9 Mt à 3.93 g/t soit un stock métal de près de 6 millions d'onces. Par ailleurs Rangold est toujours très actif en exploration, et fonde en particulier de gros espoirs sur Loulo – une découverte du BRGM – décrit par le directeur technique de Rangold comme une des plus grosses cibles non développées située hors de l'Afrique du Sud

(Mining Journal : 15/01/2002)

- Quelle stratégie et quelles cibles pour AngloGold qui s'est retiré de Normandy ?

Après l'échec de son OPA sur Normandy Mining et Franco-Nevada, enlevés par son rival américain Newmont, le groupe sud africain AngloGold a vendu sa part de 7,1 % dans Normandy pour 159 M\$. Pour les analystes, Bobby Godsell, directeur d'AngloGold, a maintenant trois options stratégiques au sortir de cet échec : ne rien faire, augmenter le leadership d'Anglo dans les opérations en participation, ou encore réussir sa prochaine OPA. AngloGold est à la recherche de mines de 10 ans de vie au moins, à capacité annuelle d'au moins 200 000 onces, et à coût opératoire moyen inférieur à 200 \$ l'once.

Le développement en Australie paraît le plus probable aux analystes, qui citent cinq cibles : Newcrest, Sons of Gwalia, Lihir Gold, Aurion, et aussi Boddington qui est une joint-venture entre AngloGold, Normandy et Newcrest. Mais il y a aussi Crixas au Brésil, joint-venture entre AngloGold et Normandy-TVX (maintenant filiale à 49,9 % de Newmont), et la mine malienne de Morila, où AngloGold pourrait chercher à augmenter sa part de 40 %. Des OPA sur GoldFields et Barrick-Homestake paraissent peu probables pour des raisons diverses, stratégie de ventes différente ou profitabilité supérieure.

(Financial Times : 21-22/01/2002)

- Estimation à la hausse sur Lihir (PNG)

Une nouvelle campagne de sondages a permis à Lihir Gold Ltd de revoir à la hausse son estimation du gisement de Lihir (Papouasie-Nlle Guinée). Les ressources totales passent à 353,8 Mt à 3,04 g/t Au, avec des réserves prouvées et probables estimées à 120 Mt à 3,90 g/t Au. Lihir pense pouvoir récupérer 13,6 millions d'onces sur les 15,1 millions contenues dans ces réserves. Toutefois le projet s'appuie sur une valeur de 300 US\$ l'once pour établir ses teneurs de coupures et définir son schéma d'exploitation.

(Mining Journal : 01/02/2002)

- Algérie : premier lingot d'or !

Moment minier historique en Algérie avec la production de son premier lingot d'or. Il provient du petit gisement de Tirek, situé au sud-ouest de Tamanrasset près de la frontière du Mali, et dont les réserves sont estimées à 576 225 onces. (17,9 t d'or). Le rythme de production est prévu autour de 0,7 t par an. C'est loin des besoins annuels du pays (10 t/an), mais peut-être n'est-ce qu'un début dans ce secteur géologique du pays.

(African Mining Bulletin : 26/02/2002 ; Marchés tropicaux : 08/02/2002)

PALLADIUM – PLATINE

- Platine et palladium en légère reprise dans le sillage de l'or

Le platine comme le palladium se sont redressés en suivant l'or, le premier en passant de 453 à 474 US\$ l'once et le second de 367 à 373 US\$ l'once. Cette convergence de tendance s'est historiquement fréquemment observée, mais les achats japonais peuvent aussi avoir apporté leur contribution.

(La Tribune : 11/02/2002)

- La production d'Anglo Platinium en hausse

Anglo Platinium a augmenté en 2001 sa production de métaux de la famille du platine : + 13 % pour le platine avec 2,1 millions d'onces, et + 11 % pour le palladium avec 1,05 millions d'onces. Le groupe entend continuer sa progression et affiche des objectifs ambitieux : 75 % de progression sur cinq ans pour atteindre alors 3,5 millions d'onces !

(Les Echos : 20/02/2002)

- Progression spectaculaire des ressources du complexe de Portimo (Finlande)

Arctic Platinium Partnership (APP), joint-venture entre Gold Fields Ltd (51 %) et Outokumpu Oyj (49 %) possédait déjà dans le complexe de Portimo les deux gisements de Konttijärvi et Ahmavaara constituant une ressource de 6 millions d'onces de platinoïdes. La découverte d'un nouveau gisement, le NK reef, estimé à 5,3 millions d'onces porte maintenant le total des ressources à 11 millions d'onces (152,5 Mt à 2,29 g/t Pt-Pd + Au). Le nouveau gisement apporte en particulier de la teneur, puisque à lui seul il représente 30 Mt à 3,9 g/t Pd, 1,1 g/t Pt et 0,2 g/t Au. Au stade actuel des reconnaissances, avec une maille de sondage encore très lâche, le NK reef a été suivi sur 10 km, avec un pendage moyen de 30 degrés et avec une puissance moyenne de près de 5 m. Ces premiers éléments sont favorables, tout comme les essais métallurgiques préliminaires qui se sont révélés positifs.

(Mining Journal : 15/02/2002)

5. MINERAUX INDUSTRIELS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

- Silice précipitée : expansion géographique de Degussa en Turquie

L'allemand Degussa AG issu du rapprochement de skw Trostberg AG et de Degussa-Hüls en 2000 constitue le leader mondial de la chimie de spécialités. La société a récemment développé ses activités dans le domaine de la silice précipitée qui relève de sa division charges et pigments. Alors qu'elle dispose d'une capacité de production totale de 250 000 t à travers le monde (Etats-Unis, Inde, Allemagne, Thaïlande, Taiwan), elle vient de prendre pied en Turquie. Elle a en effet acheté 20 % de la société Eglesil qui produit 8 000 t par an et devrait presque doubler cette production à 15 000 t. L'expansion du marché de la silice précipitée est portée par son utilisation dans les pneus dits « écologiques ».

(Industrial Minerals : février 2002)

- Le belge Solvay se développe dans les produits fluorés avec l'achat d'Ausimont

Le chimiste belge Solvay poursuit son redéploiement dans la chimie de spécialité par le rachat de l'italien Ausimont, spécialisé dans les composés fluorés. Cette acquisition, pour un montant de 1,6 milliards de dollars, va conforter la seconde position mondiale de Solvay dans cette spécialité derrière l'américain DuPont. Il aura, après le rachat, une part de marché d'environ 10 % dans les fluoropolymères pour une capacité de production de 26 000 t et de 12 % dans les fluoroélastomères. La perspective de croissance de ces différents marchés est de 10 % dans les fluorofluides et de 7 % dans les fluoroélastomères. Dans les deux domaines, la société dispose de sites de production en France.

(Industrial Minerals : février 2002)

- Cemex n° 3 mondial du ciment cède des actifs aux Etats-Unis pour réduire sa dette

L'achat, en 2000, pour 2,8 milliards de dollars de la société nord-américaine Southdown, a permis à Cemex, troisième cimentier mondial, de bénéficier de la bonne tenue du marché américain en période de déprime de son marché domestique. Cependant, Cemex a été contraint de se séparer d'actifs qualifiés de non-stratégiques pour réduire une dette avoisinant 2,8 milliards de dollars. Ces actifs, localisés dans le Kentucky et le Missouri sont constitués par des carrières représentant une capacité de production annuelle de 3,2 millions de tonnes. La transaction s'élève à 42 millions de dollars.

(North American Minerals News : février 2002)

- Wienerberger reprend l'activité briques de Hanson et consolide sa position de leader européen

Les activités briques du fabricant de matériaux de construction britannique Hanson passent sous pavillon autrichien. Le groupe Wienerberger a annoncé le 19 février l'acquisition pour 64,5 millions d'euros des actifs de cette division situés en Europe continentale. Si elle est confirmée par Bruxelles, l'opération portera sur 23 sites de production localisés en France, Allemagne, Benelux et Pologne. Ces activités ont représenté en 2001 un chiffre d'affaires de 150 millions d'euros et un excédent brut d'exploitation de 14,2 millions d'euros.

(Les Echos : 19/02/2002)

- Accès à la ressource : les professionnels des granulats se mobilisent en Auvergne et en Gironde

L'accès à la ressource pour les producteurs de granulats devient de plus en plus problématique et coûteux. En effet, depuis la mise en place de la loi sur l'eau en 1992 et le passage des carrières sous le régime des installations classées, l'accès à la ressource alluvionnaire en lit vif est exclu et la réglementation des installations classées impose la prise en compte de contraintes environnementales de plus en plus draconiennes. Celles-ci ont encore été accentuées par la transposition en droit français de la directive Habitats qui met en place le réseau Natura 2000. Cette situation est particulièrement bien illustrée dans la région Auvergne et le département de la Gironde.

En Auvergne, le président de l'Union Régionale des producteurs de granulats, Jean Yves Cluzel craint la pénurie dans la mesure où aucun nouveau projet important n'a été autorisé depuis 3 ans.

En Gironde, le déficit de production dans le département impose l'approvisionnement à partir des départements limitrophes : des Charentes et de la Dordogne, pour des flux annuels qui varient entre 700 000 t et plus de 2 millions de tonnes. La situation est d'autant plus tendue que le potentiel des carrières en exploitation n'autoriserait que 5 ans de consommation soit environ 30 millions de tonnes. Face à ce constat, la préfecture aussi bien que les professionnels envisagent la création d'un observatoire des matériaux regroupant tous les acteurs concernés. Cet observatoire aurait, en plus de son rôle de concertation, un rôle de promotion de ressources alternatives, qu'elles soient primaires et constituées par les granulats en roche dure et les granulats marins ou secondaires et représentées par des mâchefers, des scories ou des déchets du bâtiment. La question du transport sera également abordée par la création de plates-formes logistiques multi-modales laissant une large place au transport ferroviaire.

(Les Echos : 07/02/2002 ; Le Moniteur : 08/02/2002)

6. EAUX MINERALES

- Nestlé et Danone peinent à imposer leurs nouvelles eaux

Le marché français des eaux embouteillées se porte bien avec une progression à fin novembre 2001 de 4,5 % en volume et 6,4 % en valeur. La volonté des fabricants est d'investir tous les marchés de niche à forte valeur ajoutée, notamment les axes santé, minceur ou encore plaisir. Cette segmentation du marché ne réussit pourtant pas à tous les coups. Les deux leaders viennent ainsi d'en faire le constat. Danone va retirer Danone Activ des linéaires puisque cette eau enrichie en calcium ne s'est adjugée que 0,4 % de parts de marché. De son côté Perrier-Vittel peine à imposer sa marque européenne Aquarel dans l'hexagone. Lancée en mai 2000, cette marque multi-sources occupe moins de 0,5 % du marché français des eaux plates.

(La Tribune : 29/01/2002)

- Soria : une nouvelle eau dans un marché français déjà bien embouteillé

Le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne va avoir son eau de source. Pour un investissement estimé à 4,5 millions d'euros, la Société des Eaux des Landes devrait commercialiser à partir d'avril une eau baptisée Soria dont la zone de chalandage sera limitée au sud-ouest et au nord de l'Espagne. Malgré la bonne santé de l'activité sur le marché français, la concurrence sera rude avec les 45 sociétés dont la production annuelle totalise 2,7 milliards de litres. De plus, le retour sur investissement sera long, en raison des faibles marges réalisées dans des créneaux où l'emballage représente à lui seul 55 à 60 % du prix de revient et où les prix pratiqués dans la grande distribution n'ont pas varié depuis 5 ans.

(L'usine Nouvelle : 31/01/2002)

- Danone conforte sa position sur le marché polonais de l'eau minérale

Danone conforte sa position de n° 1 en Pologne sur les marchés des produits laitiers frais, les biscuits et l'eau, en portant à 88 % sa part dans Zywiec Zdroj, le n° 1 polonais de l'eau en bouteille dont il détenait déjà 50 % depuis avril 2001. La société Zywiec Zdroj détient environ 15 % d'un marché polonais de l'eau évalué à 1,3 milliards de litres.

(La Tribune : 05/02/2002)

7. NEGOCE ET RECYCLAGE

- CFF recycling poursuit son maillage européen

Après l'Allemagne et l'Italie, la Belgique, le groupe français CFF Recycling continue d'étendre son réseau de collecte et de valorisation des déchets. Spécialisé historiquement dans la récupération des ferrailles, le Groupe a élargi son champ d'activité au recyclage des déchets industriels et des véhicules hors d'usage. Il vient de prendre le contrôle à 100 % de la holding belge LMR spécialisée dans la valorisation et la commercialisation des aciers inox (Inofrance) ainsi que dans la collecte et la valorisation des déchets (Georges). La holding a un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros et valorise environ 300 000 t de déchets par an sur ses trois sites de Bruxelles, Charleroi et Liège.

(Les Echos : 11/02/2002 ; Recyclage Récupération Magazine : 01/02/2002)

- Ferrailles russes, l'Union européenne attend un assouplissement

L'Union européenne continue de faire pression sur la Russie pour qu'elle lève les taxes de 15 % mis en place depuis 18 mois sur l'exportation de ferrailles à destination de l'Europe. Cette mesure bat en effet en brèche les accords d'échange bilatéraux signés entre les deux pays. La situation devrait néanmoins s'assouplir puisque la Russie a négocié l'augmentation d'un tiers de ses quotas d'exportation d'acier vers l'Europe contre une augmentation des licences d'exportation de ferrailles. Cependant, face à la lenteur des procédures, le lobby européen des sidérurgistes, Eurofer, s'impatiente, tant la situation est tendue pour certains sidérurgistes. Sur l'année 2001 les entrées de ferrailles russes sur le marché allemand ont en effet baissé de 78 %.

(Metal Bulletin : 18/02/2002)

- Les ferrailles du World Trade Center sont-elles des déchets spéciaux ?

Alors que depuis le mois de janvier trois chargements de ferrailles issues des décombres des tours jumelles du World Trade Center sont déjà parvenus en Inde, des voix s'élèvent pour requalifier la nature de ces déchets industriels en déchets industriels spéciaux. C'est en tous cas le sens de la démarche initiée par des organisations syndicales et Greenpeace. Ces organisations veulent suspendre tout nouveau déchargement tant que l'agence américaine pour l'environnement n'a pas statué. A ce jour, les 70 000 t de ferrailles parvenues en Inde représentent un montant de 8,4 millions de dollars, elles sont suspectées de contenir métaux lourds, polymères et plastiques.

(Metal Bulletin : 11/02/2002)

- Les cimentiers sont courtisés par tous les producteurs de déchets

Les fours à clinker présentent tous les avantages pour se débarrasser des déchets : les températures élevées des gaz de combustion (1 100 à 2 000°) permettent en effet de venir à bout de toutes les molécules organiques sans dégagement de fumées acides et sans déchets solides de type mâchefer. Adieu donc les résidus de fumées d'incinération d'ordures ménagères (Refiom) riches en métaux lourds qui constituent des déchets bien encombrants. L'intégration de tous ces éléments au clinker n'augmente que de façon limitée les concentrations par rapport au milieu naturel, le facteur multiplicatif le plus souvent cité étant de 1,6.

Très grosse consommatrice d'énergie, la profession trouve ainsi le moyen de réduire sa consommation de 30 % et vise à terme un objectif de 60 %. Malgré les investissements nécessaires pour adapter les installations, le bilan financier reste positif, puisque les cimentiers se font payer jusqu'à 53 euros la tonne pour les farines animales dont ils détruisent 400 000 t par an, soit la moitié des flux annuels.

La demande est telle que les cimentiers sont tentés de faire monter les enchères au détriment des filières moins dotées financièrement, comme celle des pneus usagés qui ne propose que 15 euros par tonne.

(Les Echos : 30/01/2002)

QUESTIONS MULTILATERALES

ACIER

-La baisse des importations américaines alimente la controverse sur la mesure 201...

On connaît la pression des producteurs d'acier américains sur le Gouvernement pour mettre en place des taxes d'importation élevées pour protéger la production domestique (voir Ecomines précédents). Mais outre les groupes étrangers, bien entendu nombreux sont les importateurs et consommateurs d'acier qui pensent qu'une telle taxation ne sera pas décisive dans la solution de la crise sidérurgique américaine. De plus des récentes publications statistiques gouvernementales montrent que les importations ont baissé de 21 % de 2000 (34,4 Mt pour 11,5 milliards de dollars) à 2001 (27,2 Mt pour 14,9 milliards). Cela va certainement alimenter le débat en apportant des arguments aux adversaires de la taxation.

(Metal Bulletin : 04/02/2001)

- ... tandis que les européens préparent des contre-mesures...

De l'autre côté de l'Atlantique la Commission Européenne est loin d'attendre passivement la décision du Président Bush qui est prévue pour le 6 mars. Elle prépare en représaille la mise en place de barrières protectrices de son espace, qui pourraient prendre la forme d'une taxation de 30 % sur la plupart des produits de l'acier (au moins 22 d'entre eux).

(Metal Bulletin : 21/01/2002 et, 07/02/2002)

- ... et proposent par ailleurs des mesures salvatrices

Tout en se préparant à une ferme riposte en attendant la décision finale américaine, les européens avancent une autre pièce dans cette partie d'échecs en suggérant aux autorités du Nouveau Monde une autre solution : qu'ils mettent en place une taxation, pourquoi pas, mais que celle-ci ne soit pas à simple effet dissuasif. Qu'elle ait réellement un objectif positif en étant utilisée pour contribuer au financement des retraites et frais médicaux des employés du secteur de l'acier ; ce point restant une des difficultés à surmonter pour une restructuration effective de la sidérurgie américaine. Selon les européens c'est par une restructuration réussie que passe le salut de ce secteur industriel sinistré, et non par une baisse massive des importations.

(Financial Times : 08/02/2002)

- Un producteur gallois conteste des mesures anti-dumping...

Le producteur gallois Valkia considère que les taxes anti-dumping de plus de 125 % qu'il s'est vu imposer par les autorités américaines ne sont que pur protectionisme déguisé. Il invoque le fait que le créneau de ses exportations, les barres d'acier inoxydable, n'est absolument pas un segment sensible du marché. Néanmoins la décision américaine repose sur le fait que Valkia a absorbé une société locale en faillite, et compte-tenu du fait que la création de Valkia coïncide avec cette absorption, cette mesure anti-dumping pourrait être plutôt une sanction indirecte contre une opération globale un peu douteuse.

(Metal Bulletin : 15/01/2002)

- De même que le Japon qui porte l'affaire à l'OMC

C'est cette fois dans le domaine des tôles galvanisées que des mesures antidumping américaines sont contestées. Le Japon a déposé une plainte - la deuxième après celle de 1999 - auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les japonais ne comprennent pas en effet pourquoi ces taxations continuent à leur être imposées alors qu'elles ne devaient pas perdurer au-delà d'une période de cinq ans communément pratiquée lors de leur première application en 1993. Jusqu'à présent, à chaque fois que les japonais ont protesté les américains leur ont demandé de montrer que la situation était devenue différente. Il sera intéressant de voir quelle suite sera donnée cette fois à une contestation parvenue à ce niveau d'autorité.

(Metal Bulletin : 04/02/2002)

ALLIAGES

- Pas de rétroactivité pour des taxes européennes anti-dumping

Les courtiers en alliages de ferro-silicium ont été soulagés par la décision de la Cour Européenne d'abandonner le principe d'acter toutes les demandes d'importations de ferro-silicium en provenance du Kazakhstan, de la Chine, de l'Ukraine et de la Russie. Cette pratique avait été instituée à la suite d'une action en justice entreprise par Euroalliages au nom du suédois Vargön, de l'espagnol Ferroatlantica et du français Pechiney. Ces producteurs demandaient une telle disposition pour que des mesures anti-dumping, qu'ils réclament par ailleurs, puissent être appliquées avec rétro-activité si elles venaient à être décidées. En attendant les résultats d'une intervention en appel, la décision prise à ce jour par la Cour ne préjuge en rien de la mise en place ou non de mesures anti-dumping, mais elle écarte pour le moment tout souci de rétro-activité lors de leur application.

(Metal Bulletin : 28/01/2002)

LES ETATS

ANGOLA

- De Beers contre l'Etat et son monopole d'exportation du diamant (Ascorp)

La création en 2000 de Angola Selling Corporation (Ascorp), JV entre la société d'Etat Sodiam et l'homme d'affaire israélien Lev Leviev, qui s'est octroyée le monopole des exportations de diamants, se serait accompagnée de modifications unilatérales de contrats telles que la réduction de certaines concessions et de prix d'achat en dessous des cours du marché.

De Beers multiplie les pourparlers et les actions pour abolir ce monopole et retrouver ses droits sur des contrats antérieurement signés. Après avoir gelé tous ses investissements depuis mai 2001, le géant menace de porter le litige devant les tribunaux internationaux. De son côté, l'Etat, par la voix d'Ascorp, laisse entendre qu'une telle initiative mettrait fin à toute relation.

L'enjeu est grand face à l'énorme potentiel de l'Angola qui vient d'annoncer des records de production (essentiellement alluvionnaire) pour 2001 : 5,17 Mct (+ 29 %) et 730 M\$ pour des pierres classées parmi les meilleures du monde et alors que la fin du conflit, vue comme désormais possible à court terme par certains observateurs, pourrait attirer de nombreux investisseurs. Plusieurs centaines de kimberlites sont connues, et quelques-unes pourraient s'avérer productives, et le potentiel de découverte de nouveaux pipes par des techniques modernes reste considérable.

(Financial Times : 25/01/2002 ; Mining Journal : 08/02/2002)

BRESIL

- La privatisation de CVRD commencée en 1997 devrait s'achever en avril 2002

Les 31,52 % du capital de CVRD encore entre les mains de l'Etat seront mis en vente le mois prochain sur le marché public et international alors que la compagnie annonce un record historique des exportations de fer avec 103,2 Mt et que la production d'aluminium va reprendre son rythme normal avec la levée des restrictions sur l'énergie électrique. Après le retrait du sidérurgiste national CSN en 2001, les actionnaires majoritaires sont désormais les fonds de pension brésiliens. Plus de 40 % des actions seront offertes sur le marché brésilien sous le contrôle du cabinet Merrill Lynch avec priorité pour les employés de CVRD. L'Etat devrait ainsi récupérer de 1,6 à 1,8 milliards de dollars.

(Metal Bulletin : 07/02/2002)

CHILI

- Après des décennies d'exploitation sans contraintes le Chili prépare une loi environnementale

Si les 4 Mt de cuivre produites en 2001 (croissance de 4 % par an) permettent au Chili d'être le premier exportateur mondial, exploitations et traitement des minerais (libérant arsenic et acides) sont parmi les plus polluants du monde minier. Le total des déchets générés par le secteur minier est estimé à 1,76 milliards de tonnes par an, hautement toxiques et non retraités pour 99 % d'entre eux jusqu'en 1999. Toutefois les grands groupes ont pris les devants dès 1990 et Codelco a notamment investi 1,5 milliards de dollars dans la lutte contre les pollutions.

La Société Nationale des Mines (Sonami) prépare avec d'autres structures étatiques une législation nationale environnementale spécifique au secteur minier. L'étude d'impact pour l'exploitation de Cerro Casale (cuivre et or) dans le nord du pays, approuvée récemment par les autorités, fait partie des mesures qui seront maintenant exigées.

(Le Courrier de l'Environnement : 07/01/2002 ; Mining Journal : 08/02/2002)

EGYPTE

- Le gouvernement lance une série de privatisation dans l'industrie de l'acier et du silicium

La « Metallurgical Industries Holding Company » (MIHC) va privatiser 3 sociétés sidérurgiques avec l'aide du consultant français Sofraco et sur financement de l'Union européenne. L'offre sera prochainement lancée sur le marché pour une durée de trois mois. De nombreuses compagnies, intéressées par cette porte d'entrée sur le marché égyptien, se sont déjà manifestées, dont le géant Elkem, mais la faiblesse actuelle du marché et la petite taille des entreprises devraient plutôt favoriser un acheteur national. Le numéro un national Egyptian Iron & Steel pourrait davantage motiver les investisseurs étrangers, mais il faudra au moins trois ans de restructurations avant de pouvoir mettre cette entreprise sur le marché.

(Metal Bulletin : 31/01/2002)

GHANA

- La révision de la loi minière en cours va-t-elle modifier la « Golden share » de l'Etat sur les opérations minières ?

Pour relancer les investissements et protéger l'industrie aurifère, source majeure de devise, le Ghana (deuxième producteur d'or africain) vient de finaliser une refonte de son code minier qui devrait être présentée au parlement très prochainement. En 1986, le nouveau code minier avait fait figure de pionnier en Afrique et avait attiré massivement les investissements. Par la suite de nombreux pays africain à fort potentiel ont élaboré des lois minières plus attractives et attiré les groupes miniers. Cette concurrence, ajoutée à la baisse des cours, a provoqué une chute des demandes de permis, passant de 80 en 1985 à 52 en 2000, ainsi qu'une baisse de production de 2,45 M. d'onces en 2000 à 2,1 M. d'onces en 2001.

Parmi les modifications attendues par les opérateurs étrangers figure celle de la levée de la « Golden share » qui donne le droit à l'Etat d'intervenir dans les décisions des comités de direction, notamment en cas de tentative d'achat par des groupes étrangers, ainsi que celle du droit de saisie des actifs des sociétés en faillite. Cependant cette tentative de réforme tombe mal, au moment où des activistes nationaux estiment que les profits du boom minier ont été minimisés par les lois élaborées sous tutorat de la Banque Mondiale et que l'environnement n'a pas été suffisamment protégé ou réhabilité avec des indemnités. Si la « Golden » share était levée et si un major rachetait alors Ashanti (20 % détenus par l'Etat), société emblématique s'il en est, le présent gouvernement pourrait avoir des difficultés lors des prochaines élections.

(Financial Times : 02/02/2002)

INDE

- Les majors de l'acier appellent l'état à l'aide après des pertes record au dernier semestre

Après avoir enregistré des pertes cumulées de 308 M\$ en 2001, et craignant une répétition en 2002, les majors de l'acier indien, à l'exception de Tisco, ont sollicité l'aide du gouvernement et des banques. Ils demandent que l'impôt sur les importations d'acier qui varie de 35 à 25 % soit garanti stable pendant encore deux ans, que les taxes d'importations sur les vieux navires soient majorées pour ralentir l'activité des recycleurs, que les impôts indirects sur les aciers de construction soient abaissés et que les infrastructures nationales soient renouvelées pour relancer la consommation d'acier. Estimant être victime de la récession mondiale, du dumping de certaines importations en provenance des pays développés mais aussi de prévisions erronées de l'Etat indien, les aciéristes indiens veulent aussi une réduction des intérêts de leurs dettes et une garantie de l'Etat pour leurs emprunts à l'étranger.

Les banques ont préparé des plans de relance pour dix compagnies mais compte tenu de leur situation celles-ci sont encouragées à envisager des regroupements comme le font toutes les aciéries mondiales. Les mentalités ne sont pas prêtes à accepter ces fusions et la situation semble dramatique d'autant plus que certains prêteurs étrangers appellent à des mises en liquidations. Les compagnies se retrancheraient alors sous la protection du « Bureau pour la reconstruction financière et industrielle ».

(Metal Bulletin : 21/01/2002)

INDONESIE

- Un nouveau décret pour les exportations de concentrés d'étain en lieu et place de l'interdiction attendue

Le gouvernement indonésien vient d'abandonner son projet d'interdiction des exportations d'étain pour mettre en place un décret instituant un système de licences d'exportations. PT Timah attend de connaître les détails d'application de ce décret et espère que ces licences ne seront octroyées qu'à quelques unités légales et respectueuses des contraintes environnementales

Le numéro un mondial attend aussi de voir comment réagiront les milliers d'exploitations illégales qui l'ont mis en difficulté et quels moyens mettra en œuvre l'Etat pour faire respecter ces nouvelles règles.

(Metal Bulletin : 07/02/2002)

JAMAÏQUE

- Négociations avec les majors de l'aluminium pour un nouveau régime fiscal

La Jamaïque, troisième producteur mondial de bauxite, entamera en mars des discussions avec les majors de l'industrie de l'aluminium, compagnie par compagnie, pour fixer les taux du nouveau régime des impôts. Celui-ci met fin au système de la taxe sur les quantités extraites, en vigueur depuis 1974 et générateur de litiges ainsi qu'inhibiteur de développement. Le nouveau système de taxation sera basé sur les bénéfices des compagnies. En contrepartie, le gouvernement espère, dans les six ans à venir, un investissement de 500 M\$ pour accroître les capacités d'extraction minière et de raffinage.

(Metal Bulletin : 04/02/2002)

MADAGASCAR

- Baisse des impôts dans l'industrie minière

Dans le cadre de la nouvelle loi de finance 2002, le gouvernement va réduire l'impôt sur la production minière (droit d'accise) de 75 à 25 % aussi bien pour les gemmes que pour les minéraux industriels et les métaux précieux. Cette taxe, anormalement élevée ne faisait qu'alimenter la corruption endémique et généralisée des circuits de contrôle et la fuite de la production dans les circuits illégaux sans aucun retour pour l'Etat. Toutefois il faut attendre l'issue du conflit électoral actuel pour savoir si cette mesure sera maintenue, chacun des derniers changements de gouvernement s'étant accompagné de modifications profondes.

(Africa Mining Intelligence : 23/01/2002)

MAURITANIE

- Nouveau régime fiscal attractif dans le secteur minier

Un nouveau régime fiscal simplifié et non négociable a été validé par le parlement le 03 janvier 2002. Il vient compléter la loi minière de 1999 qui a déjà suscité une relance spectaculaire des demandes de permis d'exploration et d'exploitation. Ce succès est dû en grande partie au système de gestion cadastrale mis en place avec le nouveau code qui permet d'obtenir un permis d'exploration en trente jours. Le nouveau régime fiscal très attractif, ne modifie en rien le code minier, apporte une forte stabilité et garantit l'absence de négociations conflictuelles. Le comité de rédaction était financé par la Banque Mondiale.

(Mining Journal : 01/02/2002)

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Nouveau code minier

Un projet de nouveau code minier est à l'étude pour encourager les investisseurs étrangers. Il pourrait être applicable dans six mois si l'avis du parlement, attendu pour la fin mars, est positif. Les principales modifications sont une baisse de la taxe sur les sociétés de 50 à 30 % et un taux de royalties ramené à 2 % sur les métaux de bases et à 4 % sur les diamants et métaux précieux. Les taxes d'exportations seraient annulées et les taxes d'importations pour les équipements ramenées de 5 à 1 %. Toutefois les exemptions de taxes pour négociations sur des projets individuels seront supprimées. Des discussions sont en cours avec les sociétés minières pour étendre ces mesures aux contrats déjà passés et toute nouvelle attribution de permis est gelée pour deux mois en attendant la décision du parlement.

(Mining Journal : 22/02/2002)

- L'ONG « IPIS » dénonce des compagnies impliquées dans le trafic de coltan

Après un premier rapport de l'ONU en novembre 2001, un nouveau rapport présenté cette fois par l'ONG belge devant le comité des sanctions de l'ONU identifie les circuits illégaux de sorties du coltan (colombo-tantalite) ainsi que les destinataires. Au-delà de l'aspect douanier c'est bien sûr le financement de la guerre qui est le point majeur de cette affaire. Des sociétés européennes et américaines ont traité directement ou indirectement avec la Société Minière des Grands lacs contrôlée par les milices rebelles ou étrangères qui pillent la partie Est de la RDC. Un marchand suisse d'armes et de diamants exporte le coltan depuis 1997 de Kigali vers le Kazakhstan par le biais de trois compagnies lui appartenant (Finconcord, Finmining et Raremet). Ses liens avec un important trafiquant d'armes tadjikistanais sont avérés.

(La Tribune : 22/01/2002)

- Le conseil de sécurité de l'ONU appelle à un embargo sur les imports/exports de coltan, cassitérite, or et diamant au Rwanda, au Burundi et en Ouganda

Pour essayer de mettre fin au pillage avéré depuis 1997 des ressources minières dans la RDC par les troupes rebelles et celles des pays voisins, le conseil de sécurité de l'ONU vient de recommander un embargo sur les importations et exportations de coltan, pyrochlore, cassitérite, or et diamants menées par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Il suggère aussi que les pays de transit tels que la Zambie, la Tanzanie, l'Afrique du sud et le Kenya prennent des dispositions pour stopper les trafics se déroulant sur leur territoire. Revers de la décision : si ces mesures difficiles à appuyer ne sont pas suivies d'effet immédiat, les pilliers du pays comprendront vite qu'ils peuvent continuer en toute impunité.

(Mining Journal : 08/02/2002)

ZAMBIE

- Le Service Géologique Zambien (GSZ) vient d'achever en collaboration avec le BGS une compilation et une réinterprétation des données géologiques du pays

Deux projets financés, l'un par le FED (1991-1995), l'autre par la banque mondiale (1997-2001), viennent de s'achever. Des campagnes de cartographies géochimiques menées dans le N.W de la Zambie, de nombreuses datations et la digitalisation des données géologiques et minières dans le N.E du pays ont permis une nouvelle interprétation générale de tout le territoire. De nombreuses cartes et documents de synthèses ont été édités (5 cartes structurales, 37 cartes géologiques, 45 notes scientifiques, deux mémoires, 3 CD-Roms contenant les cartes géologiques, des imageries satellitaires et des cartes de la géophysique aéroportée). Le service géologique, fortement amélioré par des équipements et des formations du personnel, est prêt à coopérer avec les futurs investisseurs qui voudront examiner les nombreuses anomalies découvertes ou les sujets mis en valeur.

(Mining Journal : 01/02/2002)

LES ENTREPRISES

- Alcoa : tentative d'OPA sur Elkem

Comme il est réglementaire, le franchissement du seuil des 40 % de participation de l'américain Alcoa, n° 1 mondial de l'aluminium, dans l'entreprise norvégienne Elkem, l'a obligé à faire une offre de rachat des parts restantes. Le 23 janvier, en proposant 155 couronnes norvégiennes par action, valorisant Elkem à 854 M\$ (et 370 M\$ de reprise de dettes), Alcoa a visé le bas de la fourchette citée par les analystes. La direction d'Elkem et son autre actionnaire majeur, le conglomérat norvégien Orkla Enskilda Securities (30,5 %), ont exprimé leur refus dès la semaine suivante, arguant notamment de la sous-évaluation des activités « Energie » du groupe norvégien.

Elkem et Orkla ont évalué l'action un tiers au-dessus de l'offre américaine, alors que celle-ci est au niveau du cours de l'action actuel, signifiant une absence de prime pour les actionnaires vendeurs. Mais le marché s'interroge sur les possibilités d'une contre-offre sur le géant Alcoa dans le contexte présent.

(Financial Times : 24/01/2002 et 04/02/2002)

- AngloGold

Pour l'ensemble de l'année 2001, les bénéfices d'AngloGold ont augmenté de 13 %, à 286 millions de dollars. En rands la croissance est de 43 %, à 2 536 millions. La dévaluation du rand a donc profité au groupe sud-africain, désormais second producteur mondial avec 6,98 millions d'onces (environ 210 t). Le groupe a également amélioré ses coûts moyens de production à 178 \$/once contre 213 \$/once auparavant, grâce à la cession de 3 mines sud-africaines chères à exploiter. Par contre, dans sa politique de vente à terme, qu'elle est d'ailleurs en train de revoir, la société s'est fait prendre à contre-pied par la baisse du rand, qu'elle n'a pas anticipée dans une partie de ses opérations de couverture.

(Les Echos : 01/02/2002)

- Anglovaal

L'annonce du retrait d'Anglo American du secteur du cuivre de Zambie (voir rubrique : « Dossiers & faits d'actualité ») a fait plonger le cours de l'action d'Anglovaal. Cette société qui traite une partie du cobalt des mines de cuivre zambiennes serait directement touchée par une interruption partielle ou totale de l'activité de celles-ci. Anglovaal revoit également les perspectives de développement de son usine de 260 millions de dollars. La société a provisionné fin janvier 135 millions de dollars pour ce site ; officiellement en raison de la chute de 50 % du cours du cobalt en 2001.

(La Tribune : 31/01/2002)

- **Arcelor**

Le premier groupe sidérurgique mondial a réussi son introduction en bourse le 18 février puisque le cours de l'action Arcelor a gagné environ 10 % à la fermeture du premier jour de cotation qui s'est faite à partir d'une mise à prix de €13,65 par action pour un nombre total d'environ 516 millions d'actions émises.

Rappelons que le capital d'Arcelor est détenu par les actionnaires d'Usinor pour 53,8 % et par ceux d'Arbed et d'Aceralia pour, respectivement, 24 et 22 %.

(Financial Times : 19/02/02 ; Les Echos : 12/02/02)

- **Ashanti**

Ashanti Goldfields aurait réussi à restructurer sa dette de 219 millions de dollars, contractée en 1999, lorsque la compagnie s'était fait piéger par des opérations de couverture (« hedging ») ratées. Cette restructuration rend Ashanti « OPA-ble », et parmi les majors intéressés par une reprise de la société ghanéenne on cite AngloGold et Gold Fields. Néanmoins, les 20 % du capital détenus par le gouvernement dans Ashanti sont perçus par les repreneurs éventuels comme un obstacle. En 2001, la société a produit 1,7 millions d'onces soit 5 % de moins que l'année précédente. Les coûts opératoires moyens ont été de 189 \$/once

(Financial Times : 15/02/2002 ; Mining Journal : 01/02/2002)

- **BHP Billiton**

BHP Billiton a annoncé une hausse de 3,5% de son bénéfice net au premier semestre de son exercice 2001–2002, à 1,2 milliards de dollars. La première société minière mondiale diversifiée a pu compenser la baisse des cours des non-ferreux par des taux de change favorables en Australie et Afrique du Sud, deux pays dont la devise s'est fortement affaiblie par rapport au dollar, monnaie de référence des métaux. En outre, le groupe a procédé à des acquisitions qui ont eu un impact positif sur les revenus, tel que la mine de diamant d'Ekati au Canada et la fonderie d'aluminium de Mozal au Mozambique.

(Les Echos : 15/02/02 ; Mining Journal : 15/02/02)

- CF2M

Le groupe de fonderie et d'usinage CF2M anticipe un fort rebond de son activité en 2002, après avoir enregistré pour la première fois de son existence un exercice déficitaire en 2001. Créé il y a une vingtaine d'années en France à partir d'un ensemble de petites structures spécialisées dans plusieurs types de fonderie et dans l'usinage, CF2M s'étend actuellement en Europe de l'Est, et particulièrement en Pologne.

En 2002, le chiffre d'affaires prévisionnel de CF2M est de €115 millions et le résultat d'exploitation de €9 millions. 30 % du chiffre d'affaires de la société provient de commandes du secteur automobile, le reste étant diversifié entre la robinetterie, le machinisme agricole, etc.

(Les Echos : 28/01/2002)

- Ciments français

Ciments français, société du groupe Italcementi, a annoncé un chiffre d'affaires 2001 de €2 799 millions, en hausse de 5,9 % par rapport à 2000. Le résultat d'exploitation a été de €523 millions, en hausse de 11,7 % par rapport à 2000. Le niveau d'activité est resté bon en Europe du sud, ainsi que dans les matériaux en France. A l'exception de la Turquie, la contribution des pays émergents a fortement progressé tandis que les opérations américaines enregistraient un léger recul.

(La Tribune : 15/02/2002)

- De Beers

Le premier diamantier mondial a annoncé pour 2001 un chiffre d'affaires de \$ 4,45 milliards, en baisse de 21,5 % par rapport à 2000. Le bénéfice net a été de \$ 837 millions, en baisse de 50 % par rapport à 2000, mais, selon la compagnie, les résultats ne sont pas comparables car en 2001 la compagnie a quitté la bourse de Johannesburg pour redevenir la propriété de la famille Oppenheimer, d'Anglo-American et de Debswana, une joint-venture entre De Beers et le gouvernement du Botswana.

(Financial Times : 16-17/02/2002)

- **Eramet**

Eramet a enregistré une baisse de 3 % de son chiffre d'affaires à €2 228 milliards en 2001. Les revenus d'Eramet Nickel (22 % du CA total) ont baissé de 14 % malgré une hausse de la production et des ventes, à cause de la chute des prix du nickel (31 % en moyenne, en dollar). Eramet Manganèse (41 % du CA total) a baissé de 3 % à cause de la baisse des ventes d'alliages de manganèse (- 7 %) et de la chute du prix du métal. Eramet Alliages (37 % du CA total) enregistre une hausse de 6 % due à la situation très favorable des marchés pendant le premier semestre 2001. Les résultats 2001 ne seront pas connus avant fin mars mais la société a déjà averti qu'ils seront en nette baisse par rapport à 2000.

(Les Echos : 13/02/2002)

- **Imerys**

Le chiffre d'affaires de ce spécialiste des minéraux pour l'industrie (pigments, additifs, abrasifs...) a augmenté de 3,3 % en 2001 à €2,9 milliards. Cette augmentation traduit l'impact de la croissance externe (7,9 %) car, à périmètre constant, les ventes sont en recul de 4,3 %, surtout à cause d'un mauvais second semestre 2001. Le résultat courant net, qui n'est pas encore publié, devrait être du même ordre qu'en 2000, c'est à dire de l'ordre de €167 millions.

(Les Echos : 01/02/2002)

- **Kaiser**

Le deuxième producteur américain d'aluminium derrière Alcoa, Kaiser Aluminium s'est déclaré en faillite et a demandé la protection du Chapitre 11 pour se donner le temps de préparer un plan de restructuration en collaboration avec ses banques créditrices. Le groupe a reporté sine die la publication de ses comptes 2001. En 2000, Kaiser avait réalisé un chiffre d'affaires de 2,17 milliards de dollars pour un résultat net de 17 millions. Le recours au chapitre 11 s'explique par l'incapacité du groupe à rembourser un prêt de 174 millions de dollars qui arrivait à échéance le 15 février. Les causes de cette faillite sont à chercher à la fois dans le ralentissement économique en cours, le poids des retraites des anciens salariés (comme pour les grands groupes sidérurgiques américains) et la montée du risque amiante que Kaiser doit provisionner.

(Les Echos : 13/02/2002)

- **Lafarge**

La filiale Lafarge North America, qui opère aux Etats Unis et au Canada, a annoncé un chiffre d'affaires 2001 de \$ 3,32 milliards, en hausse de 19 %. Le résultat net a été de \$ 234 millions, en baisse de 9 %. La hausse du chiffre d'affaires s'explique par la croissance externe de la division matériaux de construction qui représente 62 % du chiffre d'affaires. La baisse du résultat est liée quant à elle à une guerre des prix dans la plaque de plâtre, pendant le premier semestre 2001.

(Les Echos : 24/01/02)

- Metaleurop

Le chiffre d'affaires consolidé pour 2001 s'établit à €649 millions contre €736 en 2000. Il se situe en retrait de 12 % à méthode et périmètre comparable. Au cours de 2001, l'activité a été affectée par la baisse de 21 % du cours du zinc, non compensée par une hausse de 7 % des ventes. L'activité de recyclage du plomb a bénéficié d'une légère hausse de 5 % des cours mais a été surtout affectée par l'arrêt pour modernisation de l'usine de Noyelles-Godault, engagée au premier semestre 2001 et qui a entraîné une baisse de 13 % de la production. Les résultats annuels seront présentés le 18 mars.

(Les Echos : 14/02/2002)

- Pechiney

Pour 2001, Pechiney a annoncé une hausse du chiffre d'affaires à €11 milliards. Le bénéfice net et la marge opérationnelle ont été de €233 et €549 millions, soit en baisse respectivement, de 26 et 17 %. Ces résultats honorables, atteints surtout grâce au dynamisme de la branche emballages (près de 25 % du CA à €2,4 milliards) ont été obtenus dans un contexte économique difficile, alors que les principales sociétés du secteur, Alcoa et Alcan, ont plongé dans le rouge. Pour l'avenir, en s'appuyant sur une trésorerie florissante, Pechiney souhaite poursuivre sa politique prudente d'acquisitions ciblées. Le développement industriel du nouveau procédé de fusion de l'aluminium AP50 constitue également une priorité pour le groupe.

(La Tribune : 01/02/2002 ; Le Monde : 01/02/2002 ; Metal Bulletin : 07/02/2002)

- Rio Tinto

La performance économique pour 2001 du géant anglo-australien a agréablement surpris les marchés. Rio Tinto a annoncé une hausse du chiffre d'affaires de 5 % à \$10,4 milliards et, surtout, une hausse de 10 % du bénéfice part du groupe à \$1,66 milliards. Le résultat net a été de \$1,08 milliards, la différence s'expliquant surtout par les provisions pour fermeture d'une partie des actifs cuivre de Kennecott Utah. La bonne tenue du résultat s'explique à la fois par des facteurs monétaires (dévaluation du dollar australien) et par la bonne tenue des prix du charbon énergétique et du minerai de fer, qui ont compensé les baisses de prix des métaux de base et de l'or. Ces résultats positifs ont été atteints surtout grâce à la croissance externe en Australie. Selon les annonces du groupe, cette politique touche probablement à sa fin. L'endettement du groupe atteint fin 2001, 5,7 milliards de dollars contre 2,5 fin 1999, mais cette dette reste gérable pour un groupe qui a dégagé en 2001 un cash-flow de 3,4 milliards de dollars.

(Mining Journal : 01/02/2002)

- Sudamin

Le trader belge Sudamin a gagné le contrôle du capital de Enron Metal Recycling, société incorporée en Allemagne. Cette dernière est l'un des principaux récupérateurs de déchets de métaux non-ferreux en Europe avec un chiffre d'affaires de € 700 millions en 2001. La nouvelle société s'appelle Sudamin Recycling GmbH & Co KG.

(Metal Bulletin : 07/02/2002)

- Saint-Gobain

En 2001, le groupe de matériaux de construction et de distribution a enregistré un résultat net record, hors plus-values de cession, de €1, 06 milliards, pour un chiffre d'affaires de €30,4 milliards. Cette performance remarquable a été obtenue dans un contexte économique difficile aux Etats-Unis et en Europe, grâce à la bonne tenue des métiers traditionnels du groupe : le verre et l'emballage. Dans la distribution, Saint-Gobain vient de lancer une émission d'obligations convertibles d'une valeur de €800 millions pour le rachat des 25 % du capital de Lapeyre encore dans le public. Pour la stratégie future, le groupe entend se diversifier dans les pays émergents d'Europe de l'Est, Amérique du sud et Asie, avec la Chine en priorité.

(La Tribune : 11/02/2002 ; Le Monde : 26/01/2002)

| |
|---------------|
| CARNET |
|---------------|

- BHP Billiton

Après la nomination de Brian Gilbertson comme directeur technique de BHP Billiton en remplacement de Paul Anderson, d'autres modifications ont été apportées dans la structure de l'équipe dirigeante. La division minéraux n'a plus de président-directeur en propre : Mike Salamon garde la direction mais intègre le comité directeur, nouvellement créé et managé par Gilbertson. De plus, il remplacera Dave Munro au poste de directeur de la division aluminium, pendant une durée de six mois correspondant à une vacation volontaire. Chris Pointon, directeur de la division aciers inoxydables, continuera de référer auprès de Salamon dans son rôle de responsable de la clientèle des aciers inoxydables. Brad Mills, directeur de la division métaux de base, Bob Kirkby, directeur de la division des aciers au carbone, et Mike Oppenheimer, directeur de la division charbon, rejoignent le comité directeur. Il en est de même pour Marius Klopper, responsable marketing, et Ian Fraser, directeur des ressources humaines.

(Metal Bulletin : 24/01/2002)

- China Steel Corp

La carrière politique entreprise par Wang Chung-Yu, président et directeur du groupe taiwanais China Steel, et anciennement président de l'International Iron & Steel Institute, l'oblige à quitter ses fonctions à la tête de China Steel. On ne connaît pas encore son successeur.

(Metal Bulletin : 24/01/2002)

- Corus

Martin Howell est nommé directeur de la coordination commerciale du groupe sidérurgique Corus, en remplacement de Richard Barber, arrivé à la retraite.

(Metal Bulletin : 31/01/2002)

- Debswana

Leonard Makwinja est nommé directeur des mines Orapa et Letlhakane (plus grosses opérations mondiales de production de diamant, et la moitié de la production du Bostwana), en remplacement de Terry Jackson. Wilfred Mpai est nommé directeur financier, en remplacement de Gordon Jackson. La société productrice de diamants Debswana est à 50 % propriété du gouvernement du Bostwana et à 50 % De Beers.

(Metal Bulletin : 20/12/2002)

- Inco

Chavira M. Hosek a été élue à un poste de direction chez Inco. Il est à noter que de 1993 à décembre 2000 elle a occupé les fonctions de directeur de politique et de recherche pour le Premier ministre canadien, et qu'auparavant encore elle avait occupé des postes de responsabilité dans l'industrie et dans le gouvernement canadien.

(Metal Bulletin : 18/02/2002)

- Institut de Recherche pour le Développement (ex-ORSTOM)

Jacques Boulègue, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie, a été nommé directeur du département « Milieux et environnement » de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Les thématiques couvertes par ce département incluent entre autres les ressources minérales et les ressources en eau.

(AFP Sciences N° 1327 : 24/01/2002)

- International Iron and Steel Institute

Kirby Adams, président et directeur de la branche acier de BHP Billiton, a été élu au comité directeur de l'Institut. Il y rejoint entre autres des représentants de Arcelor, de Corus et de l'US Steel.

(Mining Journal : 22/02/2002)

- Lafarge

Guillaume Roux, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, a été nommé directeur pour la zone Asean (Indonésie, Malaisie, Philippines Singapour et Thaïlande), pour les activités ciment, béton et granulats du groupe Lafarge.

(Les Echos : 07/02/2002)

- LME (London Metal Exchange)

Norbert Broderson, de KM Europa Metal AG, a été nommé comme un des directeurs du LME et comme directeur du LME Holdings Ltd. Il remplace ainsi Bo Ostgren.

Andy Gooch, du Crédit lyonnais Rouse Ltd, a été lui réélu comme un des directeurs du LME.

John Browning, de la Dresdner Bank, et Clive Stocker, de la Maquarie Bank, ont été élus membres du Bureau du LME, remplaçant Simon Underhill et Thomas Wilson qui étaient démissionnaires.

(Mining Journal : 22/02/2002)

- MIES (Mission interministérielle de l'effet de serre)

Dominique Druon, ingénieur en chef des Mines, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure et agrégée de sciences naturelles, a été nommée présidente de la Mission, succédant ainsi à Michel Mousel qui était à ce poste depuis mai 1998.

(Les Echos : 28/01/2002)

- Ministère des Mines de Zambie

Davison Mulela est le nouveau ministre des mines de Zambie. Il compte mener une politique d'encouragement de l'exploration dans le cuivre, le cobalt et l'or.

(Africa Mining Intelligence : 23/01/2002)

- Norilsk

Dmitry Razumov est nommé directeur général adjoint du groupe Norilsk MMC. Il supervisera son développement stratégique, mettra au standard international la gestion, et s'occupera des achats et ventes d'actifs. Razumov avait jusqu'à présent travaillé dans différentes banques et sociétés d'investissement.

(Metal Bulletin : 28/01/2002)

- Pechiney

Bruno Poux-Guillaume, un pilier de toujours de Pechiney, rejoint Gabriel de Sainte-Marie à la Direction commerciale internationale. Mais il conservera toutefois ses responsabilités antérieures (commerce de la bauxite et de l'alumine).

(Metal Bulletin : 07/02/2002)

ECO-NOTE